

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 20 mars 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°597 ■

Chronique Eco

**La ré-industrialisation
du pays devient une
exigence et une
urgence**

P 16

LE DOSSIER A ÉTÉ EXAMINÉ HIER
PAR LE GOUVERNEMENT

L'Algérie se prépare au lancement de la 5G

L'Algérie se prépare activement au lancement de la technologie 5G pour la téléphonie mobile. Ce dossier stratégique a été inscrit à l'ordre du jour de la réunion du gouvernement tenue hier sous la présidence du Premier ministre, Nadir Larbaoui, selon un communiqué des services du Premier ministre. P 3



VISION DE DÉVELOPPEMENT
DE L'ALGÉRIE 2024-2029

**« L'université est
pleinement engagée »**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Beddari a affirmé, mardi dans la wilaya de Mostaganem, que l'université est fortement engagée dans les objectifs de développement du pays pour la période 2024-2029.

P 2

UN APPEL D'OFFRES POUR
L'ACQUISITION DE PLUS DE
2100 CONTENEURS

**Madar Maritime
Company renforce
ses capacités
logistiques**

Madar Maritime Company (MMC), filiale du groupe public Madar Holding, poursuit sa stratégie ambitieuse de modernisation et de renforcement de ses capacités logistiques. À cette fin, la société vient d'annoncer le lancement d'un appel d'offres national et international pour l'acquisition de plus de 2 100 conteneurs de différentes tailles. Cette initiative vise à optimiser la flotte maritime algérienne et à répondre aux besoins croissants en matière de transport maritime et de logistique.

P 5

SIGNATURES DE
CONVENTIONS POUR LA
FABRICATION DES PIÈCES
DE RECHANGE

**L'industrie
automobile gagne en
maturité**

À partir de cette année, l'Algérie prévoit le lancement de plusieurs usines de fabrication automobile, notamment Geely, Chery, JAC, Renault, Hyundai, Kia, Volkswagen et Baic. D'autres projets, tels que Motorex dans le secteur des camions, ainsi que des marques spécialisées dans les tracteurs et les motos, avancent également dans leurs démarches d'investissement.

P 5

VENTE DES PRODUITS FORESTIERS

**Un milliard de DA
de revenus générés
en 2024** P 3

GROUPE GETEX

**Hausse du chiffre
d'affaires
de 15 % en 2024** P 2

BLIDA

**Poursuivre le contrôle des
établissements classés
déversant leurs eaux dans
l'Oued Mazafran** P 6

COOPÉRATION
ALGÉRO-RUSSE
Un forum d'hommes
d'affaires prévu à la
fin du mois d'avril

La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie a annoncé son accord avec son homologue russe pour organiser un forum d'hommes d'affaires algéro-russe au cours de la dernière semaine du mois d'avril prochain. Selon un communiqué de la chambre algérienne, ce forum économique sera l'occasion de signer un protocole de réactivation de l'accord de coopération conclu entre les deux chambres en mars 2006. Cette décision fait suite à une rencontre bilatérale entre les chambres algérienne et russe, tenue par visio-conférence, en présence du directeur général de la chambre algérienne, Chakib Smail Kouidri, et du président de la chambre, Kamal Hamni, du côté algérien. La partie russe était également présente, et les discussions ont porté sur les moyens et mécanismes de renforcement des échanges économiques et commerciaux, compte tenu des immenses potentialités dont disposent les économies des deux pays.

SONATRACH
Les résultats du
concours national de
recrutement
annoncés fin avril

Le groupe Sonatrach a annoncé, dans un communiqué, que les résultats du concours national de recrutement d'ingénieurs et de techniciens, organisé du 29 décembre 2024 au 4 janvier 2025, en partenariat avec l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), seront annoncés à la fin du mois d'avril. Le groupe a précisé que le nombre record de participants au concours, soit 181.162 candidats, a conduit à une prolongation du délai de correction des copies au-delà de la date initialement prévue. Sonatrach a souligné que le processus de correction se poursuit de manière intensive, réaffirmant son engagement à garantir la transparence et la crédibilité durant toutes les étapes du concours.

VISION DE DÉVELOPPEMENT DE L'ALGÉRIE 2024-2029
«L'université est pleinement engagée»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Beddari a affirmé, mardi dans la wilaya de Mostaganem, que l'université est fortement engagée dans les objectifs de développement du pays pour la période 2024-2029.

Synthèse S.R.

Dans son intervention à l'occasion du lancement du projet de plantation de 1.000 arbres de type «arganier» à la ferme pilote de la commune de Hassi Mameche, dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a déclaré que «l'université est désormais un véritable levier qui renforce la vision de développement de l'Algérie 2024-2029». M. Beddari a aussi indiqué que ce projet s'inscrit dans le cadre du programme sectoriel contribuant à la création de richesse pour assurer une économie et une agriculture diversifiées. Il a rappelé que son département ministériel s'appuie sur plusieurs infrastructures dans ce domaine, dont les rôles de l'entrepreneuriat et des structures accompagnant l'étudiant universitaire pour la création de richesse, notamment à travers la création

de start up et de petites entreprises. Entre 60 petites entreprises et 20 startups sortiront cette année de l'Université "Abdelhamid Ben Badis" de Mostaganem, a-t-il ajouté. Après avoir inspecté l'expérience d'irrigation automatique des arbres via un système d'irrigation goutte-à-goutte et le projet de plantation de tournesol, M. Beddari a soutenu que le développement économique repose actuellement sur l'éducation, la recherche scientifique, l'innovation et la création de richesse, tant au niveau local que national, tout en répondant aux besoins de son environnement, notamment les collectivités locales et les citoyens. En visitant cette ferme, le ministre a rencontré plusieurs étudiants porteurs de projets et de petites entreprises spécialisées dans les sciences agricoles, l'aquaculture et la pêche. Il les a encouragés à adopter un plan économique et à s'orienter directe-

ment vers le marché, tout en soulignant l'importance de mettre en valeur les connaissances acquises dans le domaine de la commercialisation des produits. En marge de cette visite, des accords-cadres ont été signés entre les directions des services agricoles (DSA), de la pêche et de l'aquaculture et de l'environnement et de la qualité de vie au niveau local. Un accord-cadre a été également signé entre l'Université "Abdelhamid Ibn Badis" de Mostaganem et le Centre de recherche scientifique et technique sur les régions arides de Biskra. Le ministre a également présidé une cérémonie de remise de prix aux étudiants lauréats de compétitions internationales et nationales, telles que le concours international de la meilleure thèse de doctorat au Koweït et le concours national de dessalement de l'eau de mer "Innovation Algérie".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Des étudiants russes à l'Université d'Oran 2 dans le cadre
d'échange académique

Cinq étudiants russes sont inscrits à l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" pour un semestre d'étude, afin d'apprendre les langues arabe et française dans le cadre d'un échange académique entre l'Université Oran 2 et l'Université des langues de Moscou (Russie), a-t-on appris mercredi de cet établissement de l'enseignement supérieur d'Oran. Il s'agit de la deuxième promotion d'étudiants russes accueillis dans le cadre de cet échange, qui leur offre une expérience universitaire unique en Algérie et renforce le dialogue culturel et l'échange de connaissances entre les étudiants des deux pays, selon la même source qui a indiqué qu'une pre-

mière promotion a passé un semestre à cette université. Aussi, dans le même cadre, huit (8) étudiants du département de langue russe de l'Université d'Oran 2 se trouvent actuellement en Russie pour passer un semestre pédagogique à l'Université des langues de Moscou, ce qui leur permettra de développer leurs compétences linguistiques et d'enrichir leur parcours académique dans un environnement international. Ces échanges s'inscrivent dans le cadre du partenariat académique entre les deux établissements, ce qui reflète l'engagement de l'Université d'Oran 2 à promouvoir la coopération universitaire internationale et à offrir des opportunités éducatives va-

riées à ses étudiants, a souligné la même source. Un accord de coopération a été signé entre les deux établissements universitaires en août dernier, visant à établir un cadre général de coopération entre les deux universités dans le domaine du développement de la recherche fondamentale et appliquée, des activités innovantes, de la création de programmes d'études communs et de l'échange de chercheurs, d'enseignants, de personnel et d'étudiants. Au cours des cinq années de la durée de l'accord, entre 5 et 10 étudiants algériens du département de langue russe seront envoyés chaque année en Russie et le même nombre sera accueilli. Des événements scientifiques et académiques

communs seront également organisés, ainsi qu'un échange de ressources académiques et scientifiques entre les deux parties, selon la même source. L'Université d'Oran 2 vise à continuer à œuvrer pour l'échange des étudiants avec ce partenaire dans les années à venir, en plus d'élargir cette initiative pour d'autres établissements universitaires en Russie. Un accord a déjà été signé à cet égard avec l'Université pédagogique de "Naberejnye Tchelny", alors que des discussions sont en cours avec des universités d'autres pays, notamment en Italie et en Espagne, dans le but d'établir des partenariats du même type, a-t-on fait savoir.

MONNAIES

Le dollar progresse avant la décision de la Réserve fédérale américaine

Le dollar progresse mercredi avant la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) sur ses taux d'intérêt qui sera annoncée plus tard dans la journée, les investisseurs attendant davantage de clarté sur ses orientations, dans un contexte d'incertitudes économiques. Le billet vert montait de 0,39% par rapport à l'euro à 1,0902 dollar, et gagnait 0,38% sur le Dollar Index

qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies. Il avançait également vis-à-vis du yen de 0,29% après que la Banque du Japon a opté pour le statu quo pour son taux directeur mercredi, après l'avoir relevé en janvier. La Fed devrait également laisser ses taux inchangés mercredi à l'issue de sa deuxième réunion depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche,

mais les acteurs de la finance vont guetter le discours de la banque centrale et de son président Jerome Powell sur la trajectoire de la première économie mondiale. Les investisseurs souhaitent "entendre que Powell et la Fed sont prêts à intervenir au cas où la chute du marché s'aggraverait pour assurer un minimum de stabilité financière - ce qu'ils ont déjà fait par le passé en abais-

sant les taux et en achetant des obligations", expliquent des analystes. Par ailleurs, l'or a atteint un nouveau record mercredi à 3.045,34 dollars, avant de baisser légèrement. La valeur refuge "continue d'attirer les acheteurs en raison du climat actuel d'incertitude géopolitique et économique", affirment les analystes, soulignant les conflits en cours au Moyen-Orient et en Europe.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE DOSSIER A ÉTÉ EXAMINÉ HIER PAR LE GOUVERNEMENT

L’Algérie se prépare au lancement de la 5G

L’Algérie se prépare activement au lancement de la technologie 5G pour la téléphonie mobile. Ce dossier stratégique a été inscrit à l’ordre du jour de la réunion du gouvernement tenue hier sous la présidence du Premier ministre, Nadir Larbaoui, selon un communiqué des services du Premier ministre.

Par Sirine R.

En effet, cette technologie est considérée comme un levier essentiel du développement économique et industriel en Algérie. Cette avancée permettra, selon la même source, d'améliorer l'accès aux services publics numériques et de contribuer à la transformation numérique du pays. Ainsi, le déploiement de la 5G devient de plus en plus impératif, d'autant plus que les pouvoirs publics ont fixé des objectifs ambitieux, notamment la généralisation de la numérisation et la transition progressive vers l'industrie 4.0. Le développement économique du pays passe inévitablement par l'intégration des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle, qui prend une place grandissante. Il est à noter que des efforts ont été consentis, ces dernières années, en matière du renforcement de l'infrastructure nationale numérique et en particulier la généralisation de la fibre optique. L'ambition du gouvernement est de garantir à la population une connectivité de qualité. Cette initiative du gouvernement en faveur de la 5G traduit la volonté de répondre à la demande croissante en connectivité à haut débit dans le pays. La 5G permettra ainsi de stimuler l'innovation technologique et de créer de nouvelles opportunités pour développer des solutions innovantes en renforçant les capacités des villes intelligentes. Partout dans le monde, l'intégration des technologies numériques 5G s'accélère dans les industries et l'économie. Les technologies numériques sont

appliquées rapidement et efficacement dans divers secteurs industriels. Dès 2020, la Covid-19 a multiplié les besoins en Internet contraignant les opérateurs de télécommunications algériens à préparer leurs réseaux pour l'ultra haut débit, notamment avec le déploiement « d'installations 5G Ready ». Mobilis a commencé des tests 5G et le déploiement d'infrastructures 5G avec l'expertise technique de Huawei. Les opérateurs Djezzy et Ooredoo ont annoncé des partenariats technologiques, respectivement avec Nokia et Ericsson. Par ailleurs, cette réunion a été également consacrée à l'examen d'un avant-projet de loi définissant les règles générales relatives aux services et transactions électroniques ainsi qu'à la tarification électronique. Ce projet vise à améliorer le cadre juridique de la certification électronique afin d'établir un environnement numérique fiable, garantissant l'utilisation sécurisée des services digitaux et renforçant la souveraineté numérique nationale, précise la même source. Le gouvernement a également entendu un exposé sur l'évaluation de la mise en œuvre du Plan national pour la jeunesse (2020-2024), les défis rencontrés et les perspectives d'élaboration du nouveau Plan national pour la jeunesse (2025-2029). Ce dernier sera élaboré selon une approche participative et multisectorielle visant à promouvoir une politique publique en faveur des jeunes, conformément aux orientations du Président de la République. En outre, et dans le cadre du suivi des engage-

ments du Président de la République en matière de création d'hôpitaux d'urgence et d'amélioration des structures d'accueil des urgences médicales, le gouvernement a examiné un exposé sur la réorganisation des services d'urgence, visant à améliorer la qualité des soins et à assurer une meilleure prise en charge des patients. Le gouvernement a également fait le point sur l'avancement des projets de construction et d'équipement des infrastructures de santé de pointe, destinées à renforcer la couverture sanitaire du pays. Enfin, en ce qui concerne la lutte contre les invasions de criquets, le gouvernement a entendu une communication sur la situation de la propagation des criquets dans certaines régions frontalières du sud du pays et les mesures prises pour mettre en œuvre rapidement et efficacement le dispositif de prévention et de lutte contre ce phénomène, à travers la mobilisation de tous les Secteurs concernés en coopération avec les pays voisins concernés, conclut le communiqué. Au niveau de la wilaya de Ghardaïa, à titre d'exemple, le dispositif préventif de veille et de surveillance contre toute invasion acridienne vient d'être réactivé et renforcé. Ce dispositif, auquel sont associés les différents acteurs intervenants dans la lutte antiacridienne, en particulier les services de l'agriculture, la conservation des forêts, l'Institut national de protection des végétaux (INPV) et la Protection civile, est renforcé également par la participation des agriculteurs et de la société civile.

VENTE DES PRODUITS FORESTIERS
Un milliard de DA de revenus générés en 2024

Par R. E.

Les revenus issus de la vente des produits forestiers en Algérie ont dépassé le milliard de dinars en 2024, selon les données publiées par la Direction générale des forêts (DGF) à l'occasion de la Journée internationale des forêts, célébrée chaque année le 21 mars. L'exploitation du bois constitue plus des deux tiers de ce montant, avec 666,2 millions de dinars, suivie par la récolte du liège, qui a généré 336,8 millions de dinars, et l'exploitation de divers autres produits forestiers, totalisant 4,3 millions de dinars, a précisé la DGF. En outre, les amodiations ont rapporté 127,9 millions de dinars, selon le bilan de l'institution. Concernant les produits forestiers non ligneux, le liège demeure le plus valorisé. La DGF le qualifie de ressource "stratégique" en raison de ses multiples applications, notamment dans la bouchonnerie, le parquet et l'isolation thermique. Toutefois, la production annuelle de liège oscille entre 60.000 et 80.000 quintaux, alors que son potentiel est estimé à 200.000 quintaux par an. Une meilleure gestion et une exploitation plus rationnelle des peuplements permettraient d'accroître cette production à moyen terme, recommande la DGF. Le rapport mentionne également d'autres produits forestiers non ligneux, tels que le charbon de bois, la souche de bruyère, l'arbousier, l'oliastre, les glands de chêne, ainsi que diverses plantes médicinales et aromatiques (myrte, lavande, lentisque, cistes...), ainsi que la gemme et la résine. "La forêt algérienne recèle des potentialités en divers produits qui, pour peu qu'ils soient valorisés, pourraient contribuer sensiblement au développement de l'économie locale et nationale et assurer une augmentation substantielle des revenus des populations concernées", conclut la DGF.

VENTE DIRECTE DES PRODUITS AQUACOLES

La tilapia rouge prisée par les consommateurs

Synthèse R. E.

Appréciée pour ses qualités nutritionnelles, sa polyvalence culinaire et son prix avantageux, la tilapia rouge d'élevage s'est frayée un chemin vers les assiettes et séduit de plus en plus les consommateurs. En ces jours du mois de Ramadhan qui voit la demande en poissons frais augmenter, la tilapia rouge se laisse écouler aux points de vente directe des produits halieutiques et aquacoles d'Alger et est sollicitée par les jeunes désireux d'apporter de la variété à leurs tables de f'tour et de la saveur

à leurs palais. Au point de vente directe des produits aquacoles à la place des Martyrs, la tilapia rouge est affichée à 600 Da et la dorade est cédée à 1250 Da et la demande des clients augmente de jour en jour, affirme à l'APS, le responsable du point de vente, Nacer Chelaïf. "Depuis le début du mois de Ramadhan, une moyenne de 14 kg de tilapia rouge est vendue chaque jour, et on a même atteint un pic de 43 kilos", témoigne-t-il. Pour ce commerçant qui reconduit son contrat avec la chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (Capa) de vente directe des produits

halieutiques et aquacoles pour la troisième année consécutive, l'engouement pour la tilapia rouge et également la dorade gagne du terrain d'autant, explique-t-il, que "leurs prix sont compétitifs par rapport à d'autres poissons, ce qui les rend accessibles à un large public". "Pour la semaine dernière, on a revu à la hausse la commande formulée auprès de la Capa puisque la demande va crescendo", affirme le commerçant. Les premières commandes de la tilapia rouge et la dorade a été assurée par les fermes aquacoles d'Ain Oussara dans la wilaya de

Djelfa et celles de la wilaya de Khenchela, souligne-t-on. Rencontrée sur place, Mouni qui a passé sa commande de deux kilos de tilapia rouge affirme être une consommatrice régulière de ce poisson "facile à cuisiner". "De plus, il est riche en protéines, ce qui est important après une journée de jeûne", ajoute-t-elle. Quant à Amira, la diversité des recettes que la tilapia permet la séduit. "On peut la préparer de plusieurs manières, ce qui est pratique pour varier les plats," souligne cette autre cliente.

CPE

Transfert des actifs fonciers de «DIVINDUS Zones Industrielles» au profit de l’Agence nationale du foncier industriel

Le Conseil des participations de l'Etat (CPE) a tenu, mercredi, une réunion sous la présidence du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, consacrée au transfert des actifs fonciers et des obligations de l'entreprise publique économique (EPE) "DIVINDUS Zones Industrielles" au profit de l'Agence nationale du foncier industriel, indique un communiqué des services du Premier ministre. "Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui a présidé, mercredi 19 mars

2025, les travaux de la 194e session du CPE, consacrée au transfert des actifs fonciers et des obligations de l'EPE DIVINDUS Zones Industrielles au profit de l'Agence nationale du foncier industriel", lit-on dans le communiqué. Cette opération permettra à la nouvelle agence d'entrer effectivement en activité et d'assumer ses missions en matière d'aménagement et de gestion des zones industrielles et des zones d'activités relevant du domaine privé de l'Etat, selon la même source. En

outre, l'Agence contribuera à renforcer l'offre foncière industrielle destinée à l'investissement, afin d'insuffler une nouvelle dynamique aux efforts d'accompagnement et de promotion de l'investissement, dans le cadre du nouveau dispositif du foncier économique instauré par Monsieur le président de la République. La réunion du CPE intervient en exécution des dispositions de l'article 31 du décret exécutif 23-488 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence

nationale du foncier industriel, ajoute la même source. Les grandes puissances continuent à promouvoir la transformation numérique des industries et à mettre en œuvre l'intelligence artificielle. Les efforts déployés pour promouvoir le développement à grande échelle des applications 5G visent à obtenir davantage d'innovations. Le principal obstacle à l'adoption des services de téléphonie mobile 5G en Algérie reste le coût des smartphones compatibles.

R. E.

COOPÉRATION

Le ministre tunisien de l’Intérieur visite la Direction des titres et documents sécurisés d’El-Hamiz

Le ministre de l'Intérieur tunisien, Khaled Nouri a effectué une visite à la Direction des titres et documents sécurisés d'El-Hamiz (Alger), accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, indique mercredi un communiqué du ministère. "Dans le cadre de la coopération bilatérale entre les ministères de l'Intérieur algérien et tunisien, et de l'échange d'expertises et d'expériences dans les domaines de compétence des deux départements ministériels, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a accompagné le ministre de l'Intérieur de la République tunisienne, M. Khaled Nouri et la délégation l'accompagnant, à la Direction des titres et documents sécurisés d'El-Hamiz", précise la même source. La délégation tunisienne a reçu "des explications de la part des cadres de la direction générale de la modernisation, des documents et des archives sur l'organisation et le fonctionnement de la Direction, et sur les techniques utilisées en production et sécurisation des différents titres et documents". Le ministre de l'Intérieur tunisien est arrivé, mardi à Alger, dans le cadre d'une visite officielle de deux jours, à l'invitation de son homologue, Brahim Merad.

COMMERCE

Des mesures légales contre 53 importateurs de bananes

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, mardi dans un communiqué, avoir pris des mesures légales à l'encontre de 53 importateurs de bananes ayant manqué à leurs engagements envers l'Etat en matière d'importation. "Suite aux fluctuations récemment observées sur le marché concernant la banane, a été tenue une réunion de la commission multisectorielle chargée de l'attribution des quotas d'importation", lit-on dans le communiqué. "Les conclusions des travaux de cette commission ont donné lieu à l'établissement d'une liste de 53 importateurs ayant clairement et explicitement manqué à leurs engagements envers l'Etat en matière d'importation de ce produit", précise la même source. "Ce comportement a entraîné des perturbations dans l'approvisionnement du marché national et a impacté directement le pouvoir d'achat des citoyens ainsi que la stabilité et l'équilibre du marché national", note la même source. Par conséquent, "en application des directives des hautes autorités du pays, il a été décidé de prendre une série de mesures légales à l'encontre des importateurs concernés (...), y compris l'interdiction immédiate et définitive d'exercer toute activité d'importation à l'avenir", ajoute le communiqué.

SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION DE LONDRES

Participation d’une dizaine d’exposants algériens

L'Algérie participe à l'édition 2025 du Salon international de l'alimentation, "International Food and Drinks Event (IFE)", qui se tient du 17 au 19 mars à Londres, avec une variété de produits de haute qualité, qui illustre le bond spectaculaire réalisé dans ce secteur, dans le cadre de la politique de diversification de l'économie nationale. Le pavillon algérien regroupe près d'une dizaine d'exposants représentant des entreprises nationales, aussi bien publiques que privées, dont les produits commencent à se frayer un chemin sur les marchés internationaux. La société Tasdir, filiale du groupe Sa-fex, l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS), les SARL CATM, CEBON, Houkoul Al Janoub, Tahraoui et Saramel Ltd, une entreprise basée à Londres qui commercialise exclusivement des produits algériens, essentiellement des dattes, offrent aux visiteurs des échantillons de ce qui est produit dans le pays et qui

reflète le développement de l'industrie alimentaire nationale. Outre des produits du terroir déjà renommés comme les dattes, l'huile d'olive, le miel, les eaux minérales et gazeuses, s'ajoutent une variété de produits agricoles frais tout aussi réputés et appréciés sur les marchés européens comme les oranges, les pommes, les tomates et les poivrons. L'Ambassadeur d'Algérie à Londres, M. Nourredine Yazid, a effectué, ce mardi, une visite au stand algérien où il s'est réjoui de la participation algérienne à cet important évènement et de la grande affluence de visiteurs et de professionnels du secteur de l'agroalimentaire qui ont marqué leur intérêt pour la qualité des produits exposés. L'Ambassadeur s'est entretenu avec les exposants ainsi qu'avec les représentants du ministère du commerce extérieur et de la promotion des exportations, soulignant l'importance de la présence à ce type d'événements pour la promotion du label Algérie et sceller

de nouveaux partenariats pour investir de nouveaux marchés européens. L'intérêt manifesté par les professionnels du secteur pour le stand national augure d'une perspective prometteuse pour les produits algériens sur le marché britannique. Yazid a assuré les exposants que les services de l'Ambassade qui ont aidé à l'organisation de leur participation à ce Salon, restaient à leur disposition pour optimiser leur séjour, les accompagner dans leurs contacts avec les partenaires potentiels et les assister dans leurs démarches pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures, en application des directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L'IFE est considéré comme l'un des plus grands rendez-vous internationaux dédiés à l'industrie alimentaire. Il rassemble annuellement des investisseurs, des producteurs et des distributeurs internationaux.

GRIPPE AVIAIRE

La FAO met en garde contre une propagation rapide du virus

quant des pertes massives, perturbant les approvisionnements alimentaires et faisant grimper les prix des volailles. Au moins 300 nouvelles espèces d'oiseaux sauvages ont été touchées depuis 2021, ce qui représente une grave menace

pour la biodiversité. La FAO a réaffirmé à cet effet, son engagement en faveur de la surveillance mondiale, du partage des données et de l'élaboration de conseils techniques pour aider les pays à contenir le virus.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 18 مارس 2025 للوافق لـ 18 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Mars 2025 (18 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ² دج / كـكـلـغـ	
		متـمـل Moyenne	أعـلـى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	94	108	80	البطاطا	خضراوات
	Tomate	92	106	78	الطماطم	
	Oignon sec	51	58	45	البصل الجاف	
	Ail sec	690	771	609	الثوم الجاف	
	Carotte	69	79	60	الجزر	
	Navet	80	89	71	لفت	
	Choux fleur	87	96	78	قرنبيط	
	Choux	86	97	76	الكرفس	
	Courgette	107	120	94	الكوسه	
	Haricot vert	478	506	449	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	96	110	82	الخس	فواكه طازجة
	Orange	100	130	70	البرتقال	
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	475	592	357	التفاح المحلي	
	Datte	539	675	403	التمر	
Produits d'origine animale	Banane	687	718	656	الموز	للمنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1760	1901	1619	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	369	382	356	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Valeur transigée	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,04	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	2500	3 500 000,00
BIOPHARM	BIO	2 610,00	2400,00	-4,38	-1,59	3,32	7,20	7,50	77	184 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	NC	0,00	-1,65	-3,31	11,57	5,88	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,27	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,11	-8,35	2,03	-	300	121 500,00

UN APPEL D’OFFRES POUR L'ACQUISITION DE PLUS DE 2100 CONTENEURS

Madar Maritime Company renforce ses capacités logistiques

Madar Maritime Company (MMC), filiale du groupe public Madar Holding, poursuit sa stratégie ambitieuse de modernisation et de renforcement de ses capacités logistiques. À cette fin, la société vient d'annoncer le lancement d'un appel d'offres national et international pour l'acquisition de plus de 2 100 conteneurs de différentes tailles. Cette initiative vise à optimiser la flotte maritime algérienne et à répondre aux besoins croissants en matière de transport maritime et de logistique.

Par Mourad A.

La décision de Madar Maritime Company s'inscrit dans une vision stratégique visant à consolider sa position sur le marché maritime régional et international. En réponse à l'augmentation continue des échanges commerciaux et à la nécessité de fluidifier les flux logistiques, l'entreprise mise sur le renforcement de sa flotte pour améliorer sa compétitivité et offrir des services de transport plus performants. Cette initiative reflète également la volonté d'accroître la part de marché du pavillon national dans le secteur du fret maritime, tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des armateurs étrangers. Dans cette optique, la société prévoit l'acquisition d'un total de 2 136 conteneurs neufs, répartis en quatre lots distincts, afin d'assurer la polyvalence et la flexibilité de ses opérations. Le premier lot comprend 1 036 conteneurs de type TEU standard (20 pieds), adaptés au transport de marchan-

disés générales. Le deuxième lot porte sur 900 conteneurs de type FEU high cube (40 pieds), équipés d'un système de réfrigération, destinés au transport de produits nécessitant une conservation sous température contrôlée, tels que les denrées alimentaires périssables. Les deux derniers lots sont constitués respectivement de 100 conteneurs frigorifiques TEU standard et de 100 conteneurs frigorifiques FEU high cube, renforçant ainsi la capacité de transport de marchandises sensibles aux variations de température. Cette diversification des types de conteneurs répond à la volonté de MMC de proposer des solutions logistiques adaptées aux besoins variés des opérateurs économiques, tant nationaux qu'internationaux. Afin de garantir la transparence et l'accessibilité à cet appel d'offres, Madar Maritime Company invite les entreprises intéressées à s'inscrire sur son site officiel (www.madar-maritime.com). Après validation de leur demande, elles recevront un lien pour té-

lécharger le cahier des charges. La date limite de dépôt des offres est fixée au 27 avril 2025, et l'ouverture des plis aura lieu le même jour. Créée en août 2024 avec un capital social de quatre milliards de dinars, Madar Maritime Company a pour mission de redynamiser le secteur du transport maritime en Algérie. S'inscrivant dans une démarche proactive, elle vise à renforcer la souveraineté logistique du pays et à répondre aux exigences du commerce international. À travers l'acquisition de ces conteneurs, la société ambitionne de constituer une flotte moderne et polyvalente, capable de rivaliser avec les grands opérateurs maritimes internationaux. Cette démarche stratégique repose sur plusieurs axes clés. Tout d'abord, l'augmentation de la capacité de transport vise à améliorer la compétitivité des exportations algériennes en garantissant des solutions logistiques efficaces, adaptées aux exigences des marchés internationaux. Ensuite, en investissant

dans des conteneurs frigorifiques, MMC répond aux besoins croissants des secteurs agricoles et agroalimentaires, dont la demande en solutions de transport réfrigéré ne cesse d'augmenter. Par ailleurs, cette modernisation logistique permettra également de réduire les coûts liés à la location de conteneurs étrangers, offrant ainsi une meilleure maîtrise des dépenses opérationnelles. À plus long terme, Madar Maritime Company aspire à devenir un acteur incontournable du transport maritime en Méditerranée et en Afrique, en s'appuyant sur une flotte moderne et performante. Ce projet ambitieux s'inscrit également dans une dynamique de modernisation entamée dès la création de la société. En novembre dernier, MMC avait annoncé le lancement des démarches pour l'acquisition de ses deux premiers navires en 2025, un investissement stratégique pour l'autonomisation du pavillon national et pour positionner l'Algérie comme un hub logistique clé en Méditerranée.

SIGNATURES DE CONVENTIONS POUR LA FABRICATION DES PIÈCES DE RECHANGE

L'industrie automobile gagne en maturité

Par Réda Hadi

À partir de cette année, l'Algérie prévoit le lancement de plusieurs usines de fabrication automobile, notamment Geely, Chery, JAC, Renault, Hyundai, Kia, Volkswagen et Baic. D'autres projets, tels que Motorex dans le secteur des camions, ainsi que des marques spécialisées dans les tracteurs et les motos, avancent également dans leurs démarches d'investissement. Cela soulève naturellement la question du taux d'intégration exigé par le cahier des charges, et donc du développement de la sous-traitance locale. Dans cette optique, plusieurs conventions ont été signées mardi à Alger afin de favoriser le développement de l'industrie locale des pièces de rechange par des sous-traitants

algériens. L'objectif est d'intégrer progressivement ces composants dans la fabrication nationale de véhicules. Au regard des évolutions enregistrées ces dernières semaines, notamment grâce aux partenariats et joint-ventures scellés, l'industrie automobile du pays se réveille. S'agissant convention signées, c'est un mémorandum d'entente entre le ministère de l'Industrie et 13 constructeurs de véhicules (locaux et étrangers), toutes catégories confondues, l'objectif étant d'intégrer les pièces de rechange locales et d'accompagner les producteurs de cette filière dans l'obtention de la conformité et de l'homologation de leurs produits. A cela s'ajoute une convention de sous-traitance entre la société "Stellantis El Djazaïr" et la start-up "IDNAT", spécialisée dans la fabrication des câbles, et une autre

entre la même société et l'entreprise "Sarl Algeria Ham Motors", spécialisée dans la fabrication de composants en plastique, des conventions visant à doter l'usine Fiat d'Oran en pièces, accessoires et kits fabriqués localement. A cette occasion, le ministre de l'Industrie a souligné que le mémorandum d'entente signé entre son département et les constructeurs de véhicules en Algérie "se veut une étape cruciale s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à asseoir une véritable industrie de véhicules, fondée sur des bases solides et durables, et reposant sur un taux d'intégration locale significatif". Il est utile de rappeler que qu'au regard des évolutions enregistrées dans la filière industrielle automobile, le département de l'Industrie vise

ainsi à coordonner et centraliser tous les partenariats et joint-ventures. Cela permettra de fructifier les opportunités et dégager des partenariats à plusieurs échelles. Renforcer la sous-traitance relève notre politique de ne plus dépendre de l'étranger et de renforcer la compétitivité de nos produits et de garantir la réalisation des objectifs stratégiques fixés par le ministère. Ces objectifs portent notamment sur "le renforcement de l'intégration locale en permettant aux constructeurs de recourir aux produits locaux, le respect des clauses du cahier des charges exigeant l'augmentation progressive du taux d'intégration locale, ainsi que la promotion de la filière de fabrication des pièces de rechange, à travers la réunions de toutes les conditions favorables en faveur des fabricants des composants et des

accessoires, tout en leur permettant d'adhérer au système de production nationale et internationale". Il s'agit également "d'établir une coopération efficace entre les constructeurs de véhicules et les fabricants des pièces de rechange, en vue d'approvisionner le marché en produits de haute qualité répondant aux normes techniques requises. Selon les révélations de la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat (BASTP), le pays compte 1200 entreprises de sous-traitance, dont 100 sont prêtes à collaborer immédiatement avec les investisseurs, d'où la nécessité d'exploiter rapidement le potentiel important» de ces groupes industriels, préconisant de lancer des partenariats stratégiques entre les différents groupes industriels pour une meilleure efficacité économique.

GROUPE GETEX

Hausse du chiffre d'affaires de 15 % en 2024

Le groupe public textiles et cuirs Getex a réalisé un chiffre d'affaire de près de 20 milliards DA en 2024, enregistrant ainsi une croissance de 15 % sur une année, a indiqué une responsable du Groupe. Dans une déclaration à l'APS en marge de l'ouverture mardi soir par la société Jackets Club (filiale Getex), d'un magasin au centre commercial Bab-Ezouar, la directrice générale adjointe Samia Kaid a affirmé que le groupe a pu réaliser l'objectif de croissance qu'il s'était fixé pour 2024, estimé à 20 milliards de DA, ajoutant qu'il compte dépasser ce chiffre en 2025. Après avoir souligné que Getex réalise une croissance constante ces dernières années, elle a affirmé que le group public table sur la qualité et les prix compétitifs pour répondre aux besoins du marché. Elle a en outre souligné l'engagement du

groupe à se conformer aux normes internationale en matière d'innovation et de développement de produits. La même responsable a rappelé qu'il y a des projets futures qui prévoit des partenariat avec des opérateurs étrangers, notamment en matière d'innovation, de recherche et de développement. Dans ce cadre, le groupe œuvre à l'élargissement de sa gamme de produits, notamment les vêtements pour femmes, outre le développement du prêt à porter pour hommes ciblant les marchés internationaux à moyen terme. Pour sa part, Toufik Maouche, le PDG de Jackets Club, branche commerciale du groupe, a affirmé dans une déclaration à l'APS que l'ouverture du magasin au centre commercial Bab Ezzouar représente une étape supplémentaire pour renforcer la présence des produits de l'entreprise sur le

marché national. M. Maouche a souligné que l'entreprise dispose actuellement de 25 magasins à travers le pays, et qu'elle compte ouvrir de nouveaux points de vente dans les centres commerciaux prochainement, notamment à Guelma, Oran, et dans les wilayas du Sud, dans le cadre d'un programme d'expansion mis en œuvre progressivement selon une stratégie commerciale bien élaborée. Quant aux perspectives de l'entreprise, M. Maouche a indiqué que la priorité est de consolider la position du produit local sur le marché national avant de se tourner vers l'exportation, précisant que Jackets Club mène actuellement des négociations avec plusieurs parties pour accéder aux marchés étrangers. L'entreprise dispose d'un vaste réseau de distribution grâce à ses usines réparties sur l'ensemble du territoire national,

outre le recours à l'e-marketing après le lancement le mois dernier d'une plateforme numérique en partenariat avec la start-up, Diar Dzair. A cet égard, le directeur général de la startup Diar Dzair, Abderraouf Saighi, a indiqué que cette plateforme a permis, depuis sa mise en service, d'élargir la portée de la distribution à toutes les wilayas du pays, d'autant plus qu'elle offre la possibilité d'acquérir les produits Getex par facilité de paiement sur trois mois sans aucune majoration de prix. M. Saighi a ajouté que la convention conclue entre l'entreprise et Getex prévoit la fourniture de 11 services principaux, dont l'élaboration d'une stratégie spécifique pour les magasins, la réalisation d'études périodiques sur les tendances du marché et la fixation des prix des produits.

ADRAR

Départ d’une caravane de solidarité acheminant 1.500 colis alimentaires

Une caravane de solidarité "spécial-Ramadhan" acheminant 1.500 colis alimentaires destinés aux familles nécessiteuses s’est ébranlée mardi depuis la place des Martyrs à Adrar, à l’initiative de l’association "El-Baraka" pour les actions caritatives et humanitaires. Menée en coordination avec la direction Locale de l’Action sociale et de la Solidarité (DASS), l’opération, faisant partie d’une campagne nationale d’envergure visant la distribution de 30.000 colis de Ramadhan, vise à renforcer la solidarité et la cohésion sociale en ce mois de piété, a indiqué le président de l’association, Mohamed Moussaoui. Les moyens nécessaires ont été mobilisés pour permettre à la caravane de silloner aisément les différentes communes de la wilaya et apporter cette aide aux nécessiteux, a indiqué de son côté le DASS, Tewfik Berrebah. Cette caravane entre dans le cadre des actions de solidarité humanitaires menées depuis le début du Ramadhan, lors duquel plus de 19.700 familles nécessiteuses ont bénéficié de l’allocation de solidarité Ramadhan, ont indiqué les organisateurs.

BISKRA

Lancement des travaux de dédoublement sur 66 km de 3 tronçons de routes nationales

Des travaux de dédoublement de trois tronçons de routes nationales sur une distance totale de 66 km ont été lancés à Biskra, a indiqué mardi le directeur local des travaux publics, Ali Tekar. Ces projets qui s’inscrivent dans le cadre des efforts du ministère de tutelle de réhabilitation du réseau routier de la wilaya mobilisent une enveloppe financière de plus de 7,25 milliards DA, a précisé M. Tekar. Ces projets incluent l’aménagement, le revêtement, la réalisation d’ouvrages d’art et l’éclairage public, a indiqué le même responsable. Il s’agit du dédoublement de la RN-46 sur une distance de 25 km entre Tolga (Biskra) et Bir Naâme (Ouled Djellal), de la RN-3 sur un tronçon de 26 entre la localité de Cheka dans la commune d’Oumèche (Biskra) et les limites de la wilaya d’El-M’ghaier et de la RN-83 sur 15 km entre Sidi Okba et Ain Naga (Biskra) vers Batna, a précisé le directeur des travaux publics. Selon la même source, plusieurs projets ont été programmés pour réhabiliter plusieurs axes et éliminer des « points noirs » dont la pente dangereuse du lieu-dit Agbat Boumengouche sur ses deux sens s’étalant sur 6 km de la RN-3.

MASCARA

Plus de 390 foyers raccordés au réseau de gaz dans la localité de Souaïhia

Un total de 395 foyers du village de "Souaïhia" relevant de la commune d'El-Gaâda (Mascara), ont été raccordés mardi au réseau de distribution du gaz naturel, a-t-on constaté.

Cette opération a donné lieu à la réalisation de 11,6 kilomètre de réseau de distribution de gaz pour une enveloppe financière de 54,7 millions de dinars, financé dans le cadre du budget de la wilaya, selon les explications fournies par les responsables de la direction de l’entreprise "Sonelgaz" lors de la visite d’inspection du wali de Mascara, Fouad Aïssi, qui a ciblé plusieurs projets de développement dans les communes de Zahana et El-Gaâda. Cette initiative permettra d’augmenter le taux de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel dans les zones rurales de la commune d’El-Gaâda et de le porter à plus de 60 %, a-t-on fait savoir de même source.

Par ailleurs, lors de l’inspection des travaux de réalisation d’un centre de stockage de céréales d’une capacité de 50.000 quintaux dans cette localité, le wali a insisté sur l’achèvement de ce projet avant la prochaine campagne de moisson-battage. Il a également annoncé la réception, avant la prochaine rentrée scolaire, de six salles d’extension au collège "Rezini Abdelkader" dans le village de "Djenine Meskine" (commune de Zahana), tout en exhortant l’entreprise chargée des travaux à respecter les délais contractuels. Dans le village de "Zeghloul" (commune de Zahana), le wali a écouté les doléances des habitants, qui ont exprimé leurs préoccupations

concernant les travaux d’aménagement urbain, la rénovation de la salle de soins et le renforcement de l’approvisionnement en eau potable. Il a promis de prendre en charge ces demandes dans les plus brefs délais, en fonction des priorités. Cette visite d’inspection a été également marquée par l’inspection du chantier du projet d’aménagement du stade communal d’El-Gaada, pour lequel une enveloppe budgétaire de plus de 40 millions de dinars a été allouée dans le cadre du budget de la wilaya. Les travaux, réalisés à environ 55 %, comportent la pose de gazon synthétique, l’aménagement des vestiaires et le renouvellement de l’éclairage public, note-t-on.

BLIDA

Poursuivre le contrôle des établissements classés déversant leurs eaux dans l’Oued Mazafran

La ministre de l’Environnement et de la Qualité de la vie, Nadja Djilali, a appelé, mardi à Blida, à poursuivre les efforts de contrôle au niveau des établissements classés dont les eaux sont rejetées dans les cours d’eau traversant la wilaya, avant de se déverser dans l’Oued Mazafran, pour faire le constat de leur conformité aux normes environnementales. "Il est impératif d’intensifier les visites de terrain au niveau des établissements classés déversant leurs eaux dans ce cours d’eau (Mazafran), au titre des efforts visant sa dépollution", a indiqué la ministre lors d’une visite dans la wilaya, dans le cadre du suivi de la mise

en œuvre des programmes du secteur et pour s’enquérir du projet de dépollution de l’Oued Mazafran, considéré comme un réceptacle des eaux usées de plusieurs wilayas, dont Blida. Selon un responsable de la wilaya, le projet de dépollution de l’Oued Mazafran s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à dépolluer nombre d’Oueds à travers le pays, dont l’Oued El Harrach à Alger, Soummam à Béjaia, et Mazafran à Alger et Tipasa. Mme Djilali s’est rendue à l’occasion à l’Oued Chiffa (commune de Chiffa), l’un des 14 cours d’eau composant le bassin de l’Oued Mazafran. Sur

place, des explications ont été fournies à la ministre sur la situation de ce cours d’eau et l’état de mise en œuvre du programme d’inspection mené par les services de la wilaya relevant du secteur. Selon les explications fournies sur place, la wilaya de Blida compte 332 établissements classés, dont plus de 100 disposent de dispositifs respectueux de l’environnement, ciblés actuellement par des visites d’inspection de la direction de l’environnement pour faire le constat de leur conformité aux normes en vigueur. A noter le recensement, le long du bassin du Mazafran, s’étendant de l’Oued Djer jusqu’à Amroussa à Bouinane, de trois (3) zones in-

dustrielles et sept (7) zones d’activités, nécessitant des opérations d’inspection et de contrôle pour identifier les sources de pollution d’une part, et d’autre part sensibiliser et accompagner les établissements classés dans la mise en place de systèmes pour le traitement de leurs déchets industriels liquides. Lors de son inspection de l’Oued Sidi Lekbir, dans la commune de Blida, Mme Djilali a visité un espace vert mitoyen à proximité du cours d’eau. Elle a souligné l’importance du traitement des problèmes environnementaux et des sources de pollution des Oueds, au vu de leur impact direct sur le citoyen et sa qualité de vie.

ORAN

Iftar collectif dans une ambiance de solidarité, d’entraide et de soutien social

Le bureau régional de l’Observatoire national de la société civile a organisé, mardi soir, un iftar collectif au jardin "El Horia" (Liberté) à Oran à hâï "Es-seddikia", dans une ambiance conviviale de solidarité. Cette initiative intitulée "Rencontre de Ramadhan à Oran", dans sa deuxième édition, a vu la participation du président de l’Observatoire national de la société civile, Nouredine Benbrahim, du wali d’Oran, Samir Chibani, des autorités locales et de représentants de la société civile, du Croissant rouge algérien (CRA), des Scouts musulmans algériens (SMA), de l’Association des Oulémas musulmans algériens et des associations "Kafil El-Yatim", "Besmet El Kheir" d’Oran et "Sawaid El-Ihsane". Plus de 400 tables ont été installées pour accueillir plus de

2.500 personnes de différentes tranches d’âge, venues partager le repas de l’iftar dans une ambiance fraternelle, en réponse à l’invitation du bureau régional de l’Observatoire national de la société civile. Dans une atmosphère ramadanesque, des familles et des membres d’associations à caractère social en majorité, ont pris place autour des tables d’iftar, dans une ambiance joyeuse et familiale, respectant des traditions anciennes qui renforcent la cohésion nationale et rapprochent les membres de la société. Cette rencontre a été également marquée par des activités artistiques et des spectacles récréatifs pour le plaisir des enfants. Dans une déclaration à la presse en marge de l’iftar collectif, le président de l’Observatoire national de la société civile, Nouredine Benbra-

hem a souligné que "de telles initiatives témoignent de la solidarité des Algériens entre eux et de l’attachement aux valeurs d’entraide et de soutien social". "Ma présence à Oran vise à encourager les associations de la société civile, les bénévoles et la coordination aujourd’hui entre les autorités locales, les bénévoles et les acteurs du secteur économique, symbolisant l’harmonie sociale", a-t-il déclaré. De son côté, le wali d’Oran, Samir Chibani a salué cette initiative, soulignant que "depuis le début du mois sacré de Ramadhan, les actions caritatives et solidaires n’ont cessé dans tous les quartiers d’Oran, affirmant que les tables d’iftar continueront jusqu’à la fin du mois, avec l’organisation d’un autre iftar collectif prochain à la corniche oranaise par le Croissant rouge algérien.

PROPAGANDE ÉCONOMIQUE

Jeff Bezos impose au Washington Post de défendre le « marché libre » tous les jours

Les articles s'opposant au « marché libre » ne seront plus publiés par le Post, a averti Bezos à l'intention de la rédaction du journal.

Par Chris Walker (*)

Le PDG d'Amazon, Jeff Bezos, propriétaire multimilliardaire du Washington Post, a informé le département Articles d'opinion que les rédacteurs devaient se concentrer sur la défense des libertés individuelles et du « marché libre » à l'avenir – et que les points de vue divergents ne seraient pas diffusés. La lettre de Bezos a en premier été signalée par le journaliste du New York Times Ben Mullin, qui en a partagé le contenu sur les médias sociaux. « Nous allons écrire chaque jour pour soutenir et défendre deux grands axes : les libertés individuelles et le marché libre », a écrit Bezos. « Nous couvrirons bien sûr d'autres sujets, mais les points de vue qui s'opposent à ces deux piliers seront laissés à d'autres. »

Bezos a justifié sa décision en affirmant qu'il n'était plus nécessaire de faire entendre des voix hostiles à ces piliers, puisque les lecteurs pouvaient trouver ces points de vue ailleurs sur internet. « J'appartiens à l'Amérique et j'agis pour l'Amérique », a déclaré Bezos, affirmant qu'une « grande partie du succès de l'Amérique tient à la liberté dans le domaine économique. » (La défense du « marché libre » par le PDG d'Amazon n'est sans doute pas surprenante étant donné que c'est ce système qui lui a permis de devenir l'un des hommes les plus riches du monde aux dépens de plus d'un million de travailleurs dans le monde).

Bezos, qui a autrefois décrit son style de gestion du journal comme étant « non interventionniste », a également indiqué dans sa lettre qu'il avait donné à David Shipley – qui était jusqu'à mardi le rédacteur en chef du Post – une chance de dire « Oh que oui ! » à la nouvelle stratégie ou de quitter son poste. Shipley a finalement quitté son poste, mais on ne sait toujours pas s'il a démissionné ou s'il a été licencié par Bezos.

Bien qu'il ait promis en 2013 qu'il n'interviendrait pas dans le processus décisionnel du journal, Bezos a exercé un contrôle accru sur les pages d'opinion de la publication au cours des derniers mois, ce qui a poussé plusieurs membres du personnel du Post à démissionner.

L'exemple le plus marquant de l'implication de Bezos se situe peut-être juste quelques semaines avant le jour des élections de 2024, lorsqu'il a interdit à la rubrique Opinions de publier un soutien, pourtant programmé, à Kamala Harris, candidate démocrate à la prési-



dence. Dans un article d'opinion publié peu de temps après cette décision, Bezos a affirmé que de tels soutiens « donnent une impression de partialité, et que y mettre fin est une question de principe. »

Ses détracteurs n'ont pas été convaincus par son argument.

« En effet, en cette ère numérique, le lecteur est confronté à un problème de différenciation entre ce qui relève de l'actualité et ce qui relève de l'opinion éditoriale, mais ce n'est pas en éliminant les soutiens que l'on parviendra à résoudre le problème », a déclaré Jon Allsop, rédacteur de la lettre d'information The Media Today pour Columbia Journalism Review. « Les divisions actuelles et acerbes que connaît l'Amérique peuvent être considérées comme un argument pour ne pas prendre parti pour l'un ou l'autre camp, mais aussi comme un argument pour le faire, comme un repère dans une époque confuse et bruyante. » En janvier, Ann Telnaes, lauréate du prix Pulitzer, a quitté le journal en signe de protestation après qu'il a refusé de publier une caricature critiquant Elon Musk, Mark Zuckerberg, Bezos et Disney. « J'ai déjà eu des retours éditoriaux et des conversations productives – et quelques divergences – sur les dessins que j'ai soumis à la publication, mais jamais jusqu'à présent, et jusqu'à ce jour, un de mes dessins n'a été refusé à cause de celui ou de ce que j'ai choisi de viser avec mon stylo », a déclaré Telnaes à propos de sa décision.

Plus tard ce mois-là, des centaines d'employés du Post ont écrit une lettre ouverte à Bezos, l'appelant à reconsidérer l'orientation du journal sous son leadership.

Les auteurs de la lettre déclarent :

Nous sommes extrêmement inquiets des récentes décisions de la direction, lesquelles ont conduit les lecteurs à s'interroger sur l'intégrité de notre institution, en rupture avec une tradition de transparence et qui ont provoqué le départ de certains de nos collègues les plus éminents, d'autres départs étant imminents.

La toute récente mesure de Bezos consistant à imposer les critères de publication pour la section Opinion du journal a suscité de nombreuses réactions négatives.

L'ancien secrétaire au Travail Robert Reich, un critique régulier de l'administration Trump, a noté que Bezos était l'un des trois milliardaires – les autres étant Elon Musk et Mark Zuckerberg – à se trouver tout à côté de Trump lors de son investiture le mois dernier, et qualifie le trio d'oligarques.

« Lorsque des milliardaires prennent le contrôle de nos canaux de communication, ce n'est pas une victoire pour la liberté d'expression. C'est une victoire pour leur baratin de milliardaires », a écrit Reich dans un message publié sur Substack. Lorsqu'ils parlent de « libertés individuelles et de marché libre », ils parlent de leur propre liberté de devenir encore plus riches et plus puissants, alors que le reste de l'Amérique est en train de sombrer dans une plus grande insécurité économique et une peur accrue.

Lyz Lenz, journaliste et directrice de la lettre d'information Men Yell at Me, a dénoncé la nouvelle politique de Bezos visant à promouvoir un capitalisme sans entraves.

« Dans les froids calculs du commerce, les droits des entreprises et des marchés prennent souvent le pas sur le droit hu-

main à la vie », a déclaré Lyz Lenz, avant d'ajouter :

« Quand Bezos parle de libertés, il ne parle pas de notre droit à la vie, à la liberté et à ne pas suffoquer dans les gaz d'échappement de ses milliards. C'est de Jeff Bezos qu'il s'agit. Et s'il lisait son propre journal, il se rendrait compte que ce n'est pas la liberté des marchés qui a besoin d'une défense vigoureuse. Ce sont les libertés sur lesquelles notre pays est censé avoir été fondé. »

Martin Baron, ancien directeur exécutif du Post, a également fustigé les directives de Bezos.

« C'est de la lâcheté. Il a tout simplement peur de Trump », a déclaré Baron. Il a décidé qu'aussi ternes et timorés qu'aient été les éditoriaux, ils ont été trop sévères à l'égard de Trump. »

Baron a également noté que, même s'il n'a pas « vu de preuve qu'il intervienne dans les pages d'information, il est possible que Bezos s'en prenne ensuite à cette branche du journal, en restreignant la façon dont le Post pourra éventuellement couvrir les informations relatives à l'administration Trump. »

« Trump va être furax à cause des pages d'information », a déclaré Baron. Nous en sommes à un point où ce ne sont pas des divergences d'opinion qui nous opposent, mais des divergences sur les faits. »

(*) Rédacteur à Truthout, il vit à Madison, dans le Wisconsin. Depuis le début des années 2000, il se concentre sur des sujets nationaux et locaux et a écrit des milliers d'articles analysant les questions d'actualité et leur impact sur le peuple américain

Source : Truthout, traduit par les lecteurs du site Les-Crises

QATAR

Doha accueillera le Sommet sur la Transformation du Commerce et de la Trésorerie 2025 en mai

Sous le patronage de Son Excellence le ministre du Commerce et de l'Industrie, Cheikh Faisal bin Thani bin Faisal Al Thani, Qatar Charity (QC) et la Chambre de commerce internationale du Qatar (ICC Qatar) s'apprêtent à organiser "le Sommet sur la Transformation du commerce et de la Trésorerie du Qatar 2025" à l'hôtel InterContinental de Doha, le 7 mai 2025. Organisé pour la première fois au Qatar, le sommet réunit un grand nombre d'experts et d'intervenants clés des États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et d'ailleurs pour discuter des dernières tendances et visions dans le secteur du commerce. Il se concentre sur la transformation numérique dans le domaine des transactions bancaires, ainsi que sur son rôle dans le renforcement des capacités du personnel de trésorerie dans les entreprises grâce à la fourniture de solutions innovantes et intelligentes en matière de trésorerie et de paiement. En outre, le sommet vise à renforcer l'innovation et l'évolution numérique au Qatar, en fonctionnant comme une plateforme stratégique pour discuter des développements saillants dans le financement du commerce, la trésorerie et les pratiques de paiement. Son Excellence le président du QC et de la Chambre de commerce internationale du Qatar (ICC Qatar), Cheikh Khalifa bin Jassim Al Thani, a déclaré que le sommet est un événement clé qui confirme l'engagement du QC et de l'ICC Qatar à stimuler l'innovation et l'évolution dans les secteurs financier et commercial, soulignant que le sommet stimulera la transformation numérique dans le pays, ce qui se traduira par de nouvelles opportunités de coopération dans une variété de secteurs. Son Excellence a ajouté qu'il se réjouissait d'accueillir la participation d'entités pertinentes à cet événement qui façonnera l'avenir du commerce et de la trésorerie dans le pays et à l'étranger. L'ordre du jour prévoit des tables rondes sur des sujets clés, notamment l'avenir du financement du commerce, le financement islamique, ainsi que l'environnement, le social et la gouvernance (ESG), les opérations de trésorerie durables et les paiements transfrontaliers, en plus d'aborder les principaux développements dans ce secteur en organisant des discussions approfondies entre les entreprises et des tables rondes avec l'engagement d'un contingent d'experts de haut niveau pour partager leurs points de vue et leur expertise.

ARABIE SAOUDITE

Vers la construction de 16 nouvelles usines de purification de l'eau

L'Arabie saoudite s'apprête à renforcer ses efforts en matière de sécurité de l'eau grâce à un nouvel accord portant sur la construction et l'exploitation de 16 stations d'épuration décentralisées dans l'ensemble du pays.

L'Autorité saoudienne de l'eau et la Société nationale de l'eau ont signé cet accord afin d'améliorer la disponibilité de l'eau potable et de faire progresser les technologies durables de dessalement des eaux souterraines. Les stations devraient produire plus de 18 000 mètres cubes d'eau par jour, selon l'Agence de presse saoudienne. L'Arabie saoudite traite et réutilise actuellement 21% de ses eaux usées, et prévoit de porter ce chiffre à 70% d'ici à 2030. Les nouvelles installations sont conçues pour s'aligner sur cet objectif, contribuant à la fois à la durabilité environnementale et à l'amélioration de la prestation de services. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie plus large de l'Autorité saoudienne de l'eau visant à promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau, à renforcer la

durabilité du secteur et à moderniser les infrastructures. «Elle vise également à maximiser les avantages de l'expertise et des capacités techniques et d'ingénierie du personnel de l'autorité, et à mettre en œuvre les dernières technologies et innovations en coopération avec les fabricants d'équipements mondiaux afin de garantir les plus hauts niveaux d'efficacité opérationnelle et de durabilité», a ajouté le rapport de la SPA. Les stations d'épuration devraient desservir plus de 80 000 personnes, grâce à des systèmes intégrés de traitement et de distribution de l'eau. Ces systèmes sont conçus pour améliorer la fiabilité de l'approvisionnement en eau dans les régions confrontées à des contraintes de ressources, marquant ainsi une étape importante dans le renforcement des services essentiels. L'Arabie saoudite reste confrontée à des

problèmes de pénurie d'eau en raison de son climat aride et de ses ressources naturelles en eau limitées. La résolution de ce problème a conduit le Royaume à adopter des solutions innovantes pour la production, la gestion et la distribution de l'eau. Au cours des cinq dernières décennies, le Royaume a connu une transformation rapide de son secteur de l'eau, depuis sa première initiative de dessalement en 1970 jusqu'à la création de l'Autorité saoudienne de l'eau. Aujourd'hui, l'Autorité saoudienne de l'eau joue un rôle central dans la réglementation, la supervision et la planification stratégique sous l'égide du ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, garantissant la durabilité du secteur, l'adhésion aux normes internationales et l'amélioration continue de la qualité du service.

LIBYE

Une nouvelle avancée vers l'accroissement de sa production de brut

La Libye cherche à augmenter sa production de brut, après le déclin observé dans le contexte de la crise de 2011. Les autorités ciblent les 2 millions b/j d'ici 2026, misant notamment sur la relance de certains projets et l'optimisation des champs producteurs. La Libye accroît ses efforts pour optimiser sa production pétrolière et retrouver les niveaux d'avant la crise de 2011. Une nouvelle avancée a notamment été rapportée dans ce sens par la National Oil Corporation (NOC), qui a annoncé le samedi 15 mars la réussite d'un programme de forage sur le champ

pétrolier Matkhandoush dans le bassin de Murzuq. L'opération qui a été menée par la Sirte Oil and Gas Company, s'est focalisée sur le puits de développement horizontal J5-H et son réservoir Mamouniyat. On apprend à cet effet qu'une analyse des roches de ce réservoir a révélé des fractures naturelles ouvertes. Ces dernières auraient ensuite servi de base pour un tracé de puits, conduisant à l'identification d'une minéralisation. D'après les tests préliminaires effectués, les débits d'hydrocarbures mesurés devraient contribuer à une augmentation du taux de production

du champ Matkhandoush à 10 000 barils par jour. Un nouvel accomplissement qui, conjugué aux derniers développements rapportés dans l'industrie pétrogazière libyenne, souligne une certaine dynamique dans les efforts visant à augmenter la production nationale. Notons que la semaine dernière, la NOC a annoncé la reprise des activités sur le champ Mabruk après une décennie d'arrêt, injectant 5000 b/j dans la production nationale, avec à terme un taux de production de 25 000 b/j attendu d'ici juillet. Selon les données officielles de la compagnie publique, les champs

pétroliers libyens livraient en février 1,6 million b/j, en hausse comparativement au plateau de 1,4 million b/j rapporté en décembre 2024. Tripoli veut porter le taux national à 2 millions de barils par jour d'ici 2026. Pour rappel, l'économie libyenne dépend fortement de l'exploitation du pétrole et du gaz, activité qui représente 97% des exportations du pays, selon la BAD. L'institution financière s'est montrée optimiste dans ses perspectives de croissance pour le pays en 2025, avec un taux estimé à 6,2%, principalement porté par la dynamique du secteur pétrogazier.

NUMÉRIQUE

La Mauritanie veut renforcer son partenariat avec la Chine

La transformation numérique figure parmi les priorités des autorités mauritaniennes. Par exemple, en janvier dernier, un projet de 4,3 millions de dollars a été lancé avec le soutien de l'Allemagne pour promouvoir cette transformation. Le gouvernement mauritanien souhaite renforcer son partenariat avec la Chine dans le domaine de la transformation numérique. Ahmed Salem Bede Etvagha, ministre de la Transformation numérique et de la Modernisation de l'administration, a discuté de cette question avec Zhang Zhongdong, ambassadeur de la République populaire de Chine en Mauritanie. Ce rapprochement pourrait s'inscrire dans le cadre de la mise en œuvre de «l'Agenda national de transformation numérique 2022-2025». À travers cette feuille de route, l'exécutif ambitionne de faire du numérique un véritable levier

de développement socio-économique du pays. La Chine peut apporter un soutien important à ce processus. L'empire du Milieu occupe le 35e rang mondial dans l'indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) 2024 des Nations unies. Le pays obtient un score de 0,8718 sur 1, bien supérieur à la moyenne mondiale de 0,6382. La Chine affiche également un score de 85,8 sur 100 dans l'indice de développement des TIC de l'Union internationale des télécommunications (UIT). De plus, l'organisation classe la Chine parmi les pays les plus avancés en matière de cybersécurité, dans la deuxième catégorie. En revanche, la Mauritanie se classe au 165e rang mondial de l'EGDI, avec un score de 0,3491 sur 1, nettement inférieur à la moyenne africaine (0,4247) et à la moyenne mondiale. Ce résultat reflète des retards significatifs dans le développe-

ment des services en ligne et des infrastructures numériques. En ce qui concerne le développement des TIC, le pays obtient un score de 55,5 et se positionne au 21e rang africain sur 47 nations. Sur le plan de la cybersécurité, la Mauritanie est classée dans la quatrième catégorie, nécessitant encore des efforts majeurs dans les domaines organisationnels, techniques, de développement des capacités et de coopération. Il convient toutefois de souligner que les détails précis concernant les axes de coopération entre la Mauritanie et la Chine n'ont pas encore été définis. À ce jour, les discussions entre les deux parties restent à un stade préliminaire. Aucun accord concret n'a encore été signé ou annoncé. Il faudra donc suivre de près l'évolution des négociations pour évaluer les enjeux potentiels.

AGROALIMENTAIRE

Les exportations russes vers l'Afrique ont augmenté de 19% en 2024, à 7 milliards \$

L'Afrique du Nord reste la principale région importatrice de produits agroalimentaires russes, mais de plus en plus de pays d'Afrique subsaharienne augmentent leurs approvisionnements dans un contexte marqué par des aléas climatiques croissants et un changement au niveau des habitudes de consommation des populations.

Les exportations russes de produits agroalimentaires vers l'Afrique ont atteint 7 milliards de dollars en 2024, enregistrant ainsi une croissance de 19% par rapport à 2023, selon des données publiées le lundi 10 mars 2025 par Agroexport, l'agence fédérale russe en charge des exportations agro-industrielles. L'Egypte a conservé sa position de premier importateur de produits agroalimentaires russes sur le continent, a-t-on précisé de même source. Le pays le plus peuplé du monde arabe, dont les achats ont augmenté de 21% l'an passé, importe essentiellement du blé ainsi que de l'huile de tournesol et de soja, des légumineuses, des graines de lin, de la mélasse et de la levure. Outre l'Egypte, les cinq principaux importateurs de produits alimentaires russes en Afrique sont l'Algérie, dont les achats ont enregistré une hausse de 1,5% en 2024, la

Libye (-18%), le Kenya (+33%) et la Tunisie (+28%). Les céréales (blé, orge et maïs) représentent 87% de la valeur des exportations russes vers le continent. Le reste concerne notamment les huiles et les produits gras, la viande et le poisson. « L'Afrique a augmenté sa part dans les exportations de blé russe. Ainsi, lors de la saison 2023/2024, une quantité record de 21,2 millions de tonnes de blé a été exportée vers des pays africains, ce qui représente 38% du volume total des exportations de blé de la Russie. A titre de comparaison, 17,6 millions de tonnes de blé ont été exportés vers ce continent lors de la campagne 2022/2023, et 10,6 millions de tonnes lors de la campagne 2021/2022 », a souligné Igor Pavensky, responsable de l'analyse des marchés agricoles chez Rusagotrans, un opérateur logistique russe spécialisé dans le transport des marchandises agricoles en vrac, cité par

Agroexport. Et d'ajouter : « cette saison, les pays africains représentent déjà plus de 50% des exportations totales de blé de la Russie. De juillet 2024 à février 2025, 18 millions de tonnes ont été importées par ces pays dans un contexte de demande croissante émanant de l'Egypte, de l'Algérie, de la Libye, du Maroc, ainsi que du Kenya, du Nigeria, de la Tanzanie, du Mozambique, de l'Ethiopie et d'autres pays ». Plusieurs facteurs expliquent la forte augmentation des importations de produits agroalimentaires russes par les pays africains. Il s'agit notamment des mauvaises récoltes de céréales dans certains pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne, de la hausse des besoins du continent liée à la croissance démographique et aux changements des habitudes de consommation des populations et de la destruction des capacités de production et d'exportations de céréales de l'Ukraine par les forces russes.

MARCHÉ OBLIGATAIRE

La Côte d'Ivoire finalise un échange de titres de 450 milliards FCFA

La Côte d'Ivoire a finalisé une opération d'échange obligataire de 450 milliards FCFA (746,7 millions \$) sur le marché de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'opération, qui a dépassé l'objectif initial de 400 milliards FCFA, visait à rééchelonner une partie des remboursements de 2025 en proposant aux investisseurs de nouveaux titres à 5 et 7 ans, avec des taux d'intérêt respectifs de 5,90% et 6%.

Face à une échéance de 5635 milliards FCFA à rembourser en 2025, dont 2000 milliards FCFA en bons et obligations domestiques, le pays cherchait à étaler ses paiements et éviter un pic de remboursement. Selon des sources du marché, la demande a été soutenue, malgré des taux légèrement inférieurs à ceux de certaines obligations en circulation, qui atteignaient 6,25%.

L'échange qui s'est déroulé en-

tre du 19 février au 4 mars était ouvert aux détenteurs d'obligations arrivant à échéance entre février et juin 2025. Le montant final, 450 milliards FCFA, reflète une participation plus élevée que prévu. Cette opération s'inscrit dans une stratégie de gestion proactive de la dette publique, alors que l'encours de la dette frôle désormais les 60% du PIB, sous le seuil de 70% fixé par l'UEMOA.

Malgré un contexte économique incertain, la Côte d'Ivoire affiche une croissance de 6,1% en 2024, selon le FMI, avec une inflation retombée à 2,1% en décembre. En 2025, le pays ambitionne de porter cette croissance à environ 7%. Le FMI soutient cette trajectoire avec un programme de 3,5 milliards de dollars sur 40 mois pour accompagner les fondamentaux macroéconomiques.

TANZANIE

Lancement d'un projet de 174 millions \$ pour renforcer sa production laitière

En Tanzanie, la filière lait est la deuxième en termes d'importance dans le secteur d'élevage après celle de la viande. Dans le pays, le gouvernement vise l'autosuffisance avec la mise en œuvre de nouveaux projets de développement visant à accroître la production locale. En Tanzanie, le ministère de l'Agriculture a donné le 18 mars à Dodoma le coup d'envoi d'un nouveau projet visant à augmenter la productivité de la filière lait. D'un coût total de 174,3 millions \$, ce projet baptisé « Climate-Smart Smallholder Dairy Transformation Project » (C-SDTP), est cofinancé par le gouvernement et de nombreux partenaires financiers dont le Fonds international de développement agricole (FIDA) et l'Agence française de développement (AFD). Selon les informations relayées par le quotidien local Daily News, ledit projet sera mis en œuvre sur une période de 10 ans à travers 28 districts répartis dans plusieurs régions, dont Arusha, Kilimanjaro, Pwani, Morogoro, Tanga, Iringa et Njombe. Les interventions seront axées sur la mise en œuvre de programmes de formation sur les bonnes pratiques de production, l'amélioration de la résilience climatique des éleveurs locaux et l'amélioration des moyens de subsistance des petits éleveurs laitiers dans les zones rurales. Au total, 600 000 personnes impliquées dans la chaîne de valeur du lait devraient bénéficier de ces interventions. D'après Lazaro Kapella, coordinateur du projet, le C-SDTP prévoit par exemple de fournir plus de 17 500 vaches laitières de races améliorées aux bénéficiaires. Il est également prévu la construction de 100 nouveaux centres de collecte de lait d'une capacité cumulée de 300 000 litres à terme pour renforcer la chaîne d'approvisionnement locale. Plus largement, ces différentes initiatives devraient permettre d'augmenter la production locale de lait dans le pays et contribuer à la réduction progressive des importations. Selon les données du Conseil laitier (TDB), la Tanzanie dépend à hauteur de 70 % des importations pour ses besoins annuels en lait, qui sont évalués à 12 millions de tonnes.

NIGERIA

Une explosion sur un oléoduc majeur menace l'industrie pétrolière

Depuis quelques mois, et malgré les défis structurels de son industrie pétrolière, le Nigeria avait réussi à stabiliser quelque peu sa production d'or noir, malgré une légère baisse signalée au terme du mois de février. Au Nigeria, la presse locale a annoncé, mardi 18 février, une explosion survenue lundi soir sur l'oléoduc Trans-Niger (TNP) situé à Bodo, une localité de l'État Rivers, dans la région pétrolière du Delta du Niger. L'incident soulève des inquiétudes pour l'industrie pétrolière nigériane, déjà en proie à des difficultés structurelles. Cet oléoduc, essentiel pour l'acheminement du brut vers le terminal de Bonny d'où il est expédié, gère environ 15 % des flux d'exportation d'or noir du Nigeria. Par conséquent, l'incident confirmé par le

consortium Renaissance dont relève le pipeline précédemment exploité par Shell, pourrait avoir des conséquences directes sur la production pétrolière du Nigeria et l'approvisionnement des marchés internationaux en brut.

Un incident aux causes encore floues

Selon les médias locaux, l'explosion a déclenché un incendie sur une section critique de l'oléoduc Trans-Niger. Les autorités locales n'ont pas encore déterminé s'il s'agit d'un accident ou d'un acte de sabotage. Cette incertitude alimente les tensions, d'autant plus que des groupes militants avaient récemment menacé de s'en prendre aux infrastructures énergétiques. Ces menaces sont liées à la crise politique entre le gouverneur de l'État de Rivers, Si-

minalayi Fubara, et son prédécesseur, Nyesom Wike, aujourd'hui ministre du Territoire de la capitale fédérale. Le gouvernement fédéral a gelé les allocations destinées à l'État, tandis que l'Assemblée locale tente de destituer le gouverneur.

Un impact direct sur la production et les investisseurs

Ce développement intervient alors que le Nigeria peine déjà à stabiliser sa production, en baisse de 3,8 % en glissement mensuel à 1,67 million b/j en février contre 1,73 million b/j en janvier 2025. Si la perturbation se prolonge, elle risque d'aggraver cette tendance et d'entraîner un manque à gagner sur les revenus pétrogaziers, qui représentent environ 26,1 % des recettes de l'État fédéral, selon des chiffres

du trésor français publiés en 2023. Face à l'escalade des tensions et aux risques de nouvelles attaques, le président Bola Tinubu a décrété l'état d'urgence dans l'État de Rivers et prononcé la suspension du gouverneur Fubara. Une mesure qui vise à contenir les troubles, à assurer la sécurité des infrastructures stratégiques, mais controversée, certains observateurs juridiques y voyant une violation de la Constitution. Alors que plusieurs compagnies pétrolières internationales ont cédé leurs actifs terrestres à des opérateurs locaux, cet incident met en lumière la nécessité de moderniser les infrastructures et de renforcer la sécurité. La capacité du Nigeria à gérer cette crise a le potentiel d'influencer la confiance des investisseurs et la stabilité énergétique du pays dans les mois à venir.

MARCHÉS EN ASIE

Jakarta se reprend après son plongeon, les frappes sur Gaza poussent l’or

Un yen affaibli contribue mercredi 19 mars à soutenir les marchés tokyoïtes, tandis que la Bourse de Jakarta tente de se reprendre au lendemain d'un dévissage spectaculaire sur fond d'inquiétudes sur l'économie indonésienne face aux ambitieux plans gouvernementaux.

Poussé par l'escalade de tensions entre Israël et le Hamas et les incertitudes géopolitiques et économiques mondiales, l'or - valeur refuge par excellence - a été lui propulsé à un nouveau record dans la nuit.

Le yen sous pression, Tokyo grimpe

Vers 02h30 GMT à la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei grimpait de 0,69% à 38.107 points, et l'indice élargi Topix de 1,05% à 2.812 points. La Bourse de Séoul progressait elle de 0,65%, Sydney de 0,03%. La place tokyoïte est soutenue par l'affaiblissement de la monnaie japonaise, ce qui profite aux titres des grands groupes exportateurs, dont les ventes à l'international sont ainsi favorisées. La devise nipponne perdait 0,12% à 149,42 yens pour un dollar, et ce en dépit d'un billet vert lui-même sous pression. En fait, les investisseurs restaient sur leurs gardes avant une conférence de presse de la Banque du Japon: la banque centrale a laissé comme attendu ses taux inchangés mercredi, mais les marchés guettent les commentaires de son gouverneur, selon les analystes de Tokai Tokyo Intelligence. «L'attention se portera sur les perspectives de ralentissement de l'économie américaine, qui constituent une préoccupation majeure du marché, sur l'impact de la guerre commerciale et, au niveau

national, sur les fortes revalorisations salariales», insistaient-ils. Les Bourses chinoises sont également à la peine: à Hong Kong, l'indice Hang Seng perd 0,41% à 24.638 points, l'indice composite de Shanghai cède 0,35% et celui de Shenzhen 0,65%.

Jakarta se ressaisit après une dégringolade de 7%

Vers 03h00 GMT, l'indice composite de la Bourse de Jakarta rebondissait de 1,09%, après avoir plongé de plus de 7% en cours d'échanges mardi - sa plus forte dégringolade depuis presque une quinzaine d'années. Ce soudain dévissage de la Bourse avait entraîné une interruption momentanée des échanges, avant que le marché ne modère un peu ses pertes sur le reste de la journée. «Cette forte chute du marché indonésien semble refléter les inquiétudes croissantes concernant l'orientation de la politique budgétaire et le rôle de l'État dans l'économie sous la présidence de Prabowo Subianto, ce qui pourrait affaiblir la croissance à moyen terme», avertit William Jackson, de Capital Economics. «Un environnement réglementaire imprévisible - comme en témoigne le bras de fer avec et Apple -, des coupes budgétaires dans les infrastructures publiques pour financer les programmes de protection sociale» ont inquiété, tout «comme la création d'un fonds souverain» et «l'effon-

drement des recettes publiques sur les deux premiers mois de l'année», laissant craindre un dépassement de la limite de déficit budgétaire fixée, énumère-t-il. Face à l'émoi suscité par la volatilité de la Bourse, qui a lâché environ 20% depuis septembre, les autorités financières indonésiennes organisaient mercredi une conférence pour tenter de rassurer.

Tensions géopolitiques: l'or étincelle, le pétrole fléchit

L'once d'or s'est hissée tard mardi à un nouveau sommet historique, à 3.038,33 dollars. Il en restait proche mercredi dans les échanges asiatiques, cotant à 3.034 dollars vers 03h00 GMT. Israël a annoncé mardi son intention de poursuivre dans les prochains jours ses frappes sur Gaza. «Le premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré que ces

frappes avaient été entreprises en réponse au refus du Hamas de modifier l'accord de cessez-le-feu et de libérer les otages restants, et le pétrole et l'or ont tous deux bondi en réaction», selon les analystes de Monex USA. Les incertitudes persistantes sur la guerre commerciale contribuent également à pousser les investisseurs vers les valeurs refuges. Pour autant, après avoir bondi mardi, le marché du pétrole fléchit mercredi: le baril de WTI américain cède 0,31% à 66,69 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,18% à 70,43 dollars. «L'appel téléphonique entre Trump et (le président russe) Poutine, sans surprise, n'a pas abouti à un accord de cessez-le-feu complet, mais à un accord de 30 jours prévoyant de ne pas cibler les infrastructures énergétiques, un facteur légèrement négatif pour le pétrole», observe Chris Weston, du courtier Pepperstone.

L’Europe ouvre prudente, la Fed en ligne de mire

Les principales Bourses européennes reculent mercredi à l'ouverture, les indices se positionnant pour la prochaine réunion de la Fed après avoir inscrit de fortes hausses au cours de la séance précédente. À Paris, le CAC 40 se replie de 0,08% à 8.108,32 points vers 08h10 GMT. Le Dax à Francfort recule de 0,34%, tandis que le FTSE à Londres abandonne 0,34%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 perd 0,25%, l'EuroStoxx 50 recule de 0,33% et le Stoxx 600 décline de 0,25%. "Maintenant que le Bundestag a adopté son paquet fiscal et que Trump et Poutine ont commencé à discuter d'un accord de paix en Ukraine, l'attention des marchés se dirigera vers les nombreuses réunions de banques centrales prévues cette semaine, en commençant par la Banque du Japon

(BOJ) et la Réserve fédérale (Fed)", résument les stratégestes de Natixis. La Fed doit annoncer à 18h00 GMT sa décision sur ses taux, qu'elle devrait maintenir inchangés face à l'incertitude profonde dans laquelle est plongée l'économie américaine. Les marchés européens intègrent par ailleurs les implications du vote historique, mardi, de la réforme du frein à l'endettement en Allemagne. Berlin va assouplir les règles budgétaires en matière de dépenses de défense, tandis que la création d'un fonds d'infrastructure de 500 milliards d'euros a également été approuvée par les parlementaires. Aux valeurs, le constructeur de véhicules utilitaires Traton perd 6,7%, Volkswagen ayant annoncé son intention de vendre jusqu'à 11 millions d'actions du groupe.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Mars 2025

Valeur : 20 Mars 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.0884	133.1034
1	EUR	EURO		145.3192	145.3489
1	GBP	POUND STERLING		172.9319	173.0413
100	JPY	JAPANESE YEN		88.7729	88.8126
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4231	18.4275
1	CHF	SWISS FRANC		151.2196	151.2539
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.1665	93.1966
1	DKK	DANISH KRONE		19.5253	19.5284
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.2312	13.2346
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6446	12.6499
1	AED	UAE DIRHAM		36.2333	36.2452
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4846	35.4895
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.1052	432.2943
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8765	43.3074
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7644	13.7660
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.5585	27.6999
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3331	3.3435
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.4401	177.4401

La Bourse de Paris ouvre prudemment avant la Fed

La Bourse de Paris évolue sans impulsion mercredi, en attendant la publication dans la soirée de la décision de la banque centrale américaine (Fed) à l'issue de sa réunion de politique monétaire. Vers 08H30 GMT, l'indice vedette CAC 40 restait à l'équilibre (+0,06% à 8.119,33 points). La veille, ce dernier avait connu une hausse de 0,57%, à 8.114,57 points. "La séance devrait être volatile avant la réunion de la Fed", a prévenu John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud. La Réserve fédérale américaine, qui se réunit pour la deuxième fois de-

puis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, devrait annoncer un maintien de ses taux à leur niveau actuel, selon les prévisions de la plupart des analystes. "Le marché a de faibles attentes concernant l'issue de cette réunion. Le statu quo monétaire est largement attendu", a résumé Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Les investisseurs seront toutefois "attentifs aux commentaires concernant la récente détérioration des indicateurs d'activité aux États-Unis", ont résumé les analystes de Natixis. Les marchés craignent "que Jerome Powell (le président de la

Fed, NDLR) ne rabote les prévisions de croissance à cause de la politique imprévisible de Donald Trump", a estimé M. Plassard. Outre son offensive ponctuée de revirements sur les droits de douane, le président, investi le 20 janvier dernier, a lancé le milliardaire Elon Musk à l'assaut de l'Etat fédéral pour tailler dans les dépenses et faire fondre le nombre de fonctionnaires. Ces mesures, combinées à plusieurs indicateurs macroéconomiques décevants ces dernières semaines, ont accru l'inquiétude des investisseurs sur les perspectives de la première économie mondiale.

Les marchés s'inquiètent notamment de l'éventualité d'une "stagflation", soit une inflation forte cumulée à une croissance faible. En zone euro, les marchés attendront la publication, prévue à 11H00 (heure de Paris), de la deuxième estimation de l'inflation pour le mois de février. Dans ce contexte, côté obligataire, l'emprunt à dix ans français atteignait 3,45% vers 08H20 GMT, contre 3,48% la veille. Son équivalent allemand, référence en Europe, s'établissait à 2,77%. STMicroelectronics plombe Bpi-france

La banque publique d'investissement Bpifrance a vu son résultat net plonger de 20% en 2024, à 896 millions d'euros, plombé par la méforme du groupe français de semi-conducteurs STMicroelectronics (-1,00% à 23,24 euros) dont elle est actionnaire. Nouveau contrat pour Thales L'entreprise de défense française Thales (+0,75% à 254,20 euros) équipera les futurs sous-marins néerlandais de classe Orka avec un système de capteurs acoustiques permettant de détecter et identifier les menaces à courte, moyenne et longue distance, selon un communiqué publié mercredi.

ALUMINIUM

L'UE veut protéger ses producteurs face aux importations bon marché

Bruxelles prépare une enquête sur l'afflux d'aluminium bon marché importé en Europe consécutivement aux droits de douane américains, afin de protéger ce secteur stratégique en difficulté, selon un document consulté par l'AFP qui sera dévoilé mercredi. À l'issue de l'enquête, la Commission européenne pourrait décider d'imposer des droits de douane.

Cet instrument de défense commercial est déjà utilisé sur l'acier depuis 2018. Il met en place des taxes sur les importations excédant des quotas spécifiques attribués aux grands pays fournisseurs. Ces mesures, dites «de sauvegarde», doivent expirer pour l'acier au 30 juin 2026 mais l'UE n'entend pas baisser la garde. La Commission juge en effet nécessaire de conserver «un niveau approprié de protection» au-delà de cette date, selon le plan d'action pour l'acier qui sera présenté mercredi par le commissaire européen à l'Industrie, Stéphane Séjourné. Des droits de douane de 25%, décidés

par Donald Trump, sont entrés en application aux Etats-Unis le 12 mars sur les importations d'acier et d'aluminium. Cela affecte doublement les producteurs européens: non seulement ces taxes limitent leur accès au marché américain, mais en plus elles risquent de détourner vers l'Europe des exportations de pays tiers jusqu'ici absorbées par les Etats-Unis.

Une industrie stratégique pour l'armement et l'énergie

En réponse, la Commission européenne a annoncé qu'elle allait taxer une série

de produits américains allant des bateaux au bourbon en passant par les motos, à partir du 1er avril. Mais les mesures protectionnistes américaines touchent une filière sidérurgique européenne en grande difficulté, déjà plombée par la concurrence chinoise et embarquée dans une transition écologique coûteuse. Elle souffre également d'une énergie plus chère que chez ses concurrents américains ou asiatiques. Le secteur emploie plus de 300.000 personnes en Europe. Mais les annonces de suppression de postes et de fermetures de sites se sont succédé ces derniers mois. Le géant allemand Thyssenkrupp

a ainsi annoncé fin 2024 son intention de supprimer 11.000 emplois en Allemagne. Dans le secteur de l'aluminium, la Commission européenne souligne que les producteurs de l'UE ont perdu «des parts de marché substantielles sur la dernière décennie». La sidérurgie est pourtant une industrie clé pour l'Europe, sans laquelle on ne produit ni voitures, ni éoliennes. L'acier et l'aluminium sont aussi stratégiques pour l'armement. Un char de combat contient 50 à 60 tonnes d'acier de haute qualité, tandis que la production d'un avion de chasse nécessite trois tonnes d'aluminium.

INDONÉSIE

L'Etat assouplit sa politique de rachat d'actions après la chute de la Bourse

Le régulateur financier indonésien a annoncé mercredi un assouplissement temporaire des règles de rachat d'actions après la pire chute de la Bourse de Jakarta depuis plus d'une décennie intervenue mardi. Le Jakarta Composite Index (JCI) a chuté de plus de 7% mardi, le plus fort recul depuis septembre 2011, en raison des inquiétudes concernant l'économie nationale et la baisse des dépenses de consommation, selon les analystes. «Nous annonçons que les sociétés cotées peuvent procéder à un rachat (d'actions) sans assemblée générale des ac-

tionnaires», a déclaré Inarno Djajadi, haut responsable de l'Autorité indonésienne des services financiers (OJK), lors d'une conférence de presse. Cette mesure sera en place pour les six prochains mois, a-t-il précisé. Cela «devrait envoyer un signal positif indiquant que les entreprises ont de bons fondamentaux et donner confiance aux investisseurs», a encore indiqué Inarno Djajadi. Mercredi en milieu de journée, la Bourse de Jakarta réagissait favorablement, en hausse de 0,98% à 12h00 locales. L'assouplissement des règles de rachat de-

vrait également donner aux entreprises la flexibilité nécessaire pour réagir à la forte volatilité du marché, a-t-il également souligné. Selon Inarno Djajadi, la forte volatilité du marché boursier s'explique en partie par la politique tarifaire des États-Unis, les guerres commerciales et l'instabilité géopolitique dans le monde. William Jackson, analyste chez Capital Economics, a estimé mardi que la chute de la Bourse de Jakarta était le signe d'inquiétudes croissantes concernant la politique budgétaire et le rôle de l'État dans l'économie sous la présidence de

Prabowo Subianto, qui a succédé à Joko Widodo en octobre dernier. Prabowo a mis en place plusieurs mesures controversées depuis son investiture, notamment un programme de repas gratuits qui pèse lourdement sur les caisses de l'État et des coupes massives dans les dépenses publiques, déclenchant des manifestations étudiantes dans tout le pays. La consommation intérieure a également ralenti, obligeant la Banque centrale d'Indonésie à réduire ses taux d'intérêt en janvier pour stimuler la croissance malgré l'affaiblissement de la roupie.

CHINE

Le géant Tencent annonce une hausse de 90% de son bénéfice au quatrième trimestre

Le géant technologique chinois Tencent, spécialiste des réseaux sociaux et des jeux vidéo, a annoncé mercredi une forte hausse de son bénéfice au quatrième trimestre 2024, dans un contexte où la firme accélère son développement dans l'intelligence artificielle. Le bénéfice net sur les trois derniers mois de 2024 a atteint 51,3 milliards de yuans (6,5 milliards d'euros), en hausse de 90% sur un an, selon un communiqué publié sur le site de la Bourse de Hong Kong.

JAPON

La Banque centrale maintient ses taux inchangés, face à l'«incertitude» économique internationale

La Banque du Japon (BoJ), qui a entamé en 2024 une normalisation de sa politique monétaire, a laissé mercredi ses taux inchangés, conformément aux attentes et malgré une inflation persistante, pointant les incertitudes sur la conjoncture économique mondiale. L'institution, au terme d'une réunion de deux jours, a maintenu à 0,5% son taux directeur, qu'elle avait relevé en janvier lors de sa précédente décision. La BoJ se montre prudente, soulignant les conséquences potentielles de la guerre commerciale tous azimuts déclenchée par le président américain Donald Trump. Les États-Unis ont notamment ciblé directement les exportations d'acier nippones. «Concernant les risques pesant sur nos perspectives, de grandes incertitudes subsistent quant à l'activité économique au Japon, notamment l'évolution de la situation commerciale (...) et celle des prix des matières premières», a-t-elle souligné dans un communiqué. «Je suis préoccupé par l'incertitude entourant l'évolution de l'économie et des

prix à l'étranger», avait déjà déclaré la semaine dernière le gouverneur de la BoJ, Kazuo Ueda, alors que les tensions commerciales pourraient plomber la croissance mondiale. Ce statu quo de la politique monétaire était largement anticipé par les marchés. Après une hausse de 0,25 point de pourcentage en janvier, «la BoJ entend évaluer l'impact des récents changements de sa politique monétaire sur l'économie avant de prendre sa prochaine décision», soulignait Stefan Angrick, de Moody's Analytics, avant l'annonce. «Parallèlement, la vague de mesures douanières et de menaces de Washington a maintenu les marchés financiers sous tension, ce qui renforce pour la BoJ les raisons de rester immobile», a-t-il ajouté. D'ailleurs, dans un environnement économique et commercial planétaire précaire et volatil, les banques centrales britannique et américaine devraient également opter cette semaine pour le statu quo. Afin de contrer le retour de l'inflation au Japon depuis deux

ans et demi, la BoJ a entamé en mars 2024 un resserrement de ses taux, après dix ans de politique monétaire ultra-accommodante où ils étaient restés quasi-nuls. L'institution les a relevés par deux fois l'an dernier, puis à nouveau en janvier.

La BoJ mise sur un cercle vertueux

De l'avis des analystes, elle devrait reprendre ses relèvements de taux plus tard dans l'année. «Le cycle de resserrement de la Banque est encore loin d'être terminé (...) il existe une forte probabilité d'une hausse des taux lors de la réunion de mai de la Banque», a ainsi réagi Marcel Thieliant, de Capital Economics. «Après tout, l'inflation est bien supérieure à l'objectif de 2% fixé par la BoJ (...) et les négociations salariales du printemps ont abouti à des hausses de salaires encore plus importantes que l'an dernier, ce qui devrait entraîner de nouvelles pressions à la hausse sur l'inflation au cours des prochains mois», explique-

t-il. Ainsi les prix à la consommation au Japon (hors produits frais) ont gonflé de 3,2% sur un an en janvier, au plus haut depuis un an et demi, très au-delà de la cible des 2%, sur fond d'envolée des prix des céréales et de l'énergie. Les prix du riz, qui ont encore enregistré une envolée record de 71,8% sur un an en janvier, «devraient rester à des niveaux élevés en 2025» en dépit des mesures gouvernementales pour limiter cette hausse, reconnaît la Banque. La BoJ a par ailleurs noté mercredi «une amélioration modérée de la situation de l'emploi et des salaires» - un élément clef pour sa politique monétaire. La puissante Confédération japonaise des syndicats de travailleurs (Rengo) a ainsi obtenu, dans le cadre des négociations annuelles, une augmentation moyenne de 5,46% des salaires pour ses membres en 2025, la plus forte hausse depuis trois décennies dans l'archipel, face à l'inflation tenace. La BoJ mise désormais sur un «cercle vertueux» où les revalorisations des salaires permettraient de gonfler la consommation.

Découverte d'un problème sur les sièges avant des nouveaux 3008 et 5008

Après avoir fait revenir en atelier plus de 20 000 exemplaires de ses nouveaux 3008 et 5008 il y a quelques semaines, Peugeot organise une autre campagne de rappel. Mais cette fois, le nombre de voitures convoquées au garage est bien moins important et le problème très différent.



Pour les nouveaux Peugeot 3008 et 5008, les rappels se suivent à défaut de se rassembler. Il y a quelques semaines, plus de 20 000 exemplaires de ces deux SUV avaient ainsi été invités à repasser au garage. C'était alors un problème sur le train avant qui avait obligé la marque au lion à lancer cette opération. Aujourd'hui, le constructeur se voit contraint d'organiser une autre campagne de retour en atelier pour ce duo très proche techniquement. Mais cette fois, c'est un défaut au niveau des sièges avant qui a été détecté, et le nombre de voitures concernées est quasiment dix fois moins important. Seuls 2 607 propriétaires de-

vraient recevoir un courrier en France. Peugeot a en effet réagi assez rapidement puisque seuls des exemplaires fabriqués entre le 23 septembre 2024 et le 5 novembre 2024 sont susceptibles d'être touchés.

Des fixations d'appuie-têtes non conformes

Ce rappel, qui porte le code MVC, est lié à la découverte d'une possible non-conformité sur les encoches de fixation des appuie-têtes des sièges avant. Leurs crans de verrouillage pourraient se retrouver tournés vers l'avant, alors qu'ils devraient normalement être dirigés sur

le côté vers la butée. Dans certains cas, l'appuie-tête risquerait ainsi de ne pas rester dans la position ajustée, ce qui peut compromettre sa fonction de protection en cas d'accident. Encore une fois, cette opération de retour en atelier vise donc à corriger un potentiel risque pour la sécurité plutôt que d'éventuels défauts de fiabilité. Sur ce dernier point, l'Europe n'impose que très peu de contraintes aux constructeurs, qui ont souvent tendance à se montrer très opaques. N'hésitez pas à utiliser notre formulaire fiabilité si vous avez rencontré d'autres types de problèmes avec votre nouveau Peugeot 3008 et 5008.

Comment savoir si vous êtes concerné ?

Pour corriger le tir, Peugeot vérifie les encoches de fixation et les remplace si nécessaire. Le temps d'intervention ne nous a pas été communiqué, mais il ne devrait pas être très long et tous les frais seront à la charge du constructeur... Mais vous pouvez aussi utiliser l'outil en ligne mis à votre disposition par la marque pour vérifier si votre véhicule est concerné par ce rappel. Pour cela, vous aurez simplement besoin de votre numéro de série à 17 caractères. Vous le retrouverez aussi bien sur votre carte grise, à la lettre E, que sur votre voiture, à la base du pare-brise côté conducteur.

Chez Tesla, on demande de lever le secret médical et on retient les salaires des employés malades ?

Dans l'usine Tesla de Berlin, rien ne va plus ! Le syndicat IG Metall dénonce certaines pratiques de la direction du constructeur américain de véhicules électriques. Ainsi, les salariés absents pour maladie seraient particulièrement visés. Le syndicat IG Metall affirme dans un communiqué, repris par Autoactu.com, que la marque américaine dirigée par le multimilliardaire Elon Musk, remettrait souvent en question rétroactivement les certificats médicaux des employés, leur demandant de divulguer leurs diagnostics et de lever le secret médical. Ensuite, le salaire de ces employés absents pour maladie serait souvent retenu, sans égard aux seuils de saisie. Pire, poursuit le syndicat, leur employeur mettrait les salariés sous pression, invoquant des "dettes"



dues à une prétendue "sur-rémunération", les incitant dès lors à signer une rupture conventionnelle sans laisser de délai de réflexion.

Absentéisme de masse

Dans la Gigafactory Tesla de Berlin-Brandenburg, où plus de 11 000 salariés travaillent et où

l'absentéisme a atteint jusqu'à 17% de la masse salariale, les employés affiliés à IG Metall "ont recours à la protection juridique (...) environ 21 fois plus souvent

que la moyenne", rapporte encore le syndicat, dont le responsable régional Dirk Schulze poursuit : "Tesla doit mettre immédiatement fin à cette pratique peu sérieuse, inhumaine et 'contre-productive (...)' On ne lutte pas contre un absentéisme élevé en mettant la pression sur les employés, mais en améliorant les conditions de travail." Enfin, cité par le tabloïd allemand Bild, la direction de Tesla, qui n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP, parle quant à elle d'une douzaine de cas de recours à la protection juridique par mois dans l'usine de Berlin.

"Parler ici d'une action massive est une déformation délibérée de la réalité", a fait savoir l'entreprise.

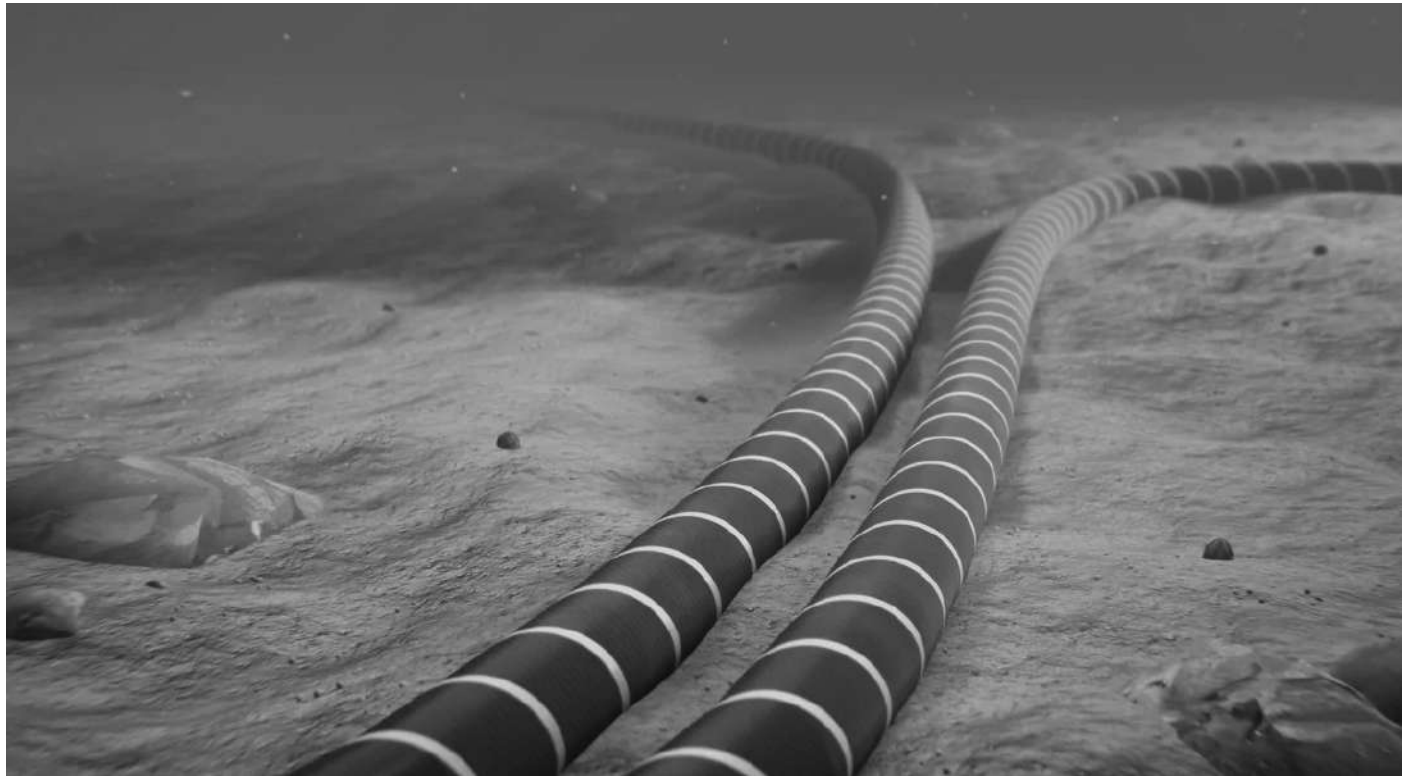
Les câbles sous-marins à fibre optique peuvent désormais détecter les tentatives de sabotage

Les tentatives de sabotage sur les câbles sous-marins sont désormais détectables grâce la fibre optique capable d'identifier les vibrations, les touchers ou la présence de navires à proximité des installations stratégiques.

Les câbles sous-marins à fibre optique le nerf de la guerre de l'Internet mondial, si l'on en croit les derniers incidents survenus en mer Baltique. Ces événements ont déclenché une réponse de l'OTAN, qui a lancé la mission « Baltic Sentry » pour patrouiller la zone avec des avions, des navires de guerre et des drones. De son côté, avec son opération de dissuasion diplomatique, « cable diplomacy », l'UE cherche à se constituer des alliés internationaux pour protéger harmonieusement ces infrastructures essentielles à notre quotidien et notre défense. Parallèlement, des entreprises développent des solutions innovantes pour surveiller leur intégrité. Ces technologies utilisent les propriétés physiques de la fibre optique pour détecter les perturbations et alerter les autorités en cas de menace potentielle.

Les perturbations physiques peuvent être détectées grâce aux propriétés optiques des câbles

Lorsque des impulsions lumineuses circulent dans une fibre optique, de minuscules échos se produisent le long du câble. Ces réflexions sont provoquées par plusieurs facteurs comme la température, les vibrations ou les perturbations physiques directes. Daniel Gerwig, directeur des ventes mondiales chez AP Sensing, explique ce principe : « L'énergie acoustique qui traverse la fibre perturbe notre signal. Nous pouvons mesurer cette perturbation ». Des tests ont démontré la sensibilité de cette technologie. Un plongeur qui a simplement effleuré un câble sous-marin a été immédiatement détecté par le système. AP Sensing a également mené des expériences avec des navires, des drones et des plongeurs équipés de scooters marins pour déterminer la précision du système. Le système peut détecter des pas humains à proximité d'un câble enterré, comme l'a expliqué Cle-



mens Pohl, directeur général : « On voit chaque pas ». Impressionnant. Ces systèmes permettent même d'identifier la taille approximative d'un navire passant au-dessus d'un câble sous-marin, ainsi que sa position et parfois sa direction. Ces données peuvent être corrélées avec l'imagerie satellite ou les enregistrements du système d'identification automatique (AIS) que diffusent la plupart des navires. La technologie présente néanmoins certaines limites. David Webb de l'Université Aston précise que la détection ne fonctionne pas sur de très grandes distances. Des dispositifs d'écoute des signaux, appelés interrogateurs, doivent être installés tous les 100 km environ le long d'un câble. AP Sensing confirme que sa technologie peut détecter des vibrations à des centaines de mètres, mais « généralement pas à plusieurs kilomètres ».

Des systèmes de surveillance préventive sont déployés pour protéger les infrastructures critiques

Pour Paul Heiden, directeur général d'Optics11, il est important de disposer d'un tel système d'alerte précoce : « Les gens ont vraiment besoin d'un avertissement précoce pour déterminer ce qu'ils doivent faire ». Son entreprise propose de déployer des câbles spécifiquement conçus pour la surveillance, placés à distance des infrastructures critiques. Ces « câbles d'écoute » peuvent être installés à 100 km d'un port vital ou à proximité d'un gazoduc clé ou d'un câble de télécommunications. Ils fournissent aux opérateurs une vision du trafic maritime dans la zone et un préavis lorsqu'un navire s'approche d'un actif stratégique. Optics11 prévoit de tester bientôt un câble de surveillance installé quelque part sur le fond de la mer Baltique.

Et l'intérêt pour ces technologies augmente. Douglas Clague de Viavi Solutions, une société spécialisée dans les tests et mesures de réseaux, constate une hausse des demandes. Christian Priess, responsable chez Hexatronic, un fabricant suédois de câbles, prédit que la détection acoustique deviendra plus courante à l'avenir. Les câbles existants peuvent également être équipés de cette technologie si une fibre « noire » inutilisée est disponible, ou si une fibre active dispose de canaux libres. Thorsten Benner, du Global Public Policy Institute, salue la réponse militaire aux incidents de la mer Baltique : « C'est une bonne chose que l'OTAN et l'Union européenne se soient réveillées ». Mais il précise que l'efficacité des systèmes de détection sera conditionnée à la rapidité d'intervention des garde-côtes ou des patrouilles militaires.

■ Brèves Brèves

Les licenciements à la CISA invalidés

L'agence américaine de cybersécurité peut souffler après une vague de licenciement voulue par le DOGE d'Elon Musk. En effet, un juge du Maryland a ordonné à l'administration Trump de réembaucher les employés de la CISA, y compris ceux en période d'essai. En conséquence, les salariés évincés ont reçu un message les informant que leur emploi a été rétabli au taux de rémunération qu'ils avaient

avant d'être licenciés. En parallèle de ce jugement, Greg Barbaccia, CIO fédéral a exhorté les agences fédérales à ne pas licencier les équipes de cybersécurité.

xAI acquiert Hotshot

L'éditeur de Grok s'est emparé de la start-up spécialisée dans la génération de vidéo, Hotshot. C'est son CEO Aakash Sastry qui a annoncé la nouvelle sur X sans pour autant dévoilé le montant de l'opération. Fondé en 2023, Hotshot (qui s'appelait initialement

Natural Synthetics) a commencé par générer des images avec l'IA avant de s'orienter vers la vidéo. Les utilisateurs peuvent ainsi créer des clips de 10 secondes avec une résolution de 1280 par 720 pixels. Avec ce rachat, xAI va pouvoir concurrencer Sora d'OpenAI et d'autres générateurs de vidéo.

Siemens Digital Industries supprime 5 600 emplois

La firme allemande a annoncé un plan social touchant son entité Digital Industries,

spécialisée dans l'automatisation industrielle et l'édition de logiciels dédiés (3D et PLM). Pour justifier ses suppressions de postes, Siemens a expliqué à Reuters que « la faiblesse de la demande, principalement sur les marchés clés de la Chine et de l'Allemagne, associée à des pressions concurrentielles accrues, a considérablement réduit les commandes et les recettes dans le secteur de l'automatisation industrielle ». Digital Industries emploie environ 68 000 personnes dans le monde, dont 2 600 en Allemagne.

Mots fléchés

Ulérieur		Culte rendu à Dieu		Fléchie		Avion à réaction		Délaissées		Pendant la révolution		Propage	
Bateliers		Refuse d'admettre		Ruineuse		Descendant de		Reliquat		était phrygien		Encaissées	
										Division de couronne			
Nostal-giques de Sion										Plat traditionnel du Vietnam			
Mesurées du bois										Êtres			
							Elle peut-être tenante						
Ligne d'intersec-tion de deux plats		Mot de bambin					Elle peut devenir cancéreuse						
					Marchande	Cochonnerie							Secrétée par un mollusque
Action de remettre à sa place		Insecte noir					Originaires			Sur une plaque espagnole			
		Hypothèse					Commune de la Mayenne			Copie de Jules César et de Marc Antoine			
						Saison				Solitaire		Vieux continent	
Boîtes électo-rales						Il porte un sabot		Assaison-ner					
Volonté													
			Le plus haut col de France	Atomes						Abandonné			
Occupé	Sous-préfecture de l'ère Antiquité du Bateau ivre (Arthur)							Marque sportive					
								Erbium					
				Elle sépare la Grèce de la Turquie					Facteur de croissance				Assimilé au Mars romain
									Éjecté hors de soi				
Célèbre orateur grec					Base de l'imposition		Racolage en argot						
Chef musulman							Arrose Innsbruck						
				Prénom arabe				Balancés					
								Royaume médiéval					
Long rouleau de plumes				Champion de Formule 1 (Ayrton)						Roue à gorge		Éclosions	
Ville festivalière				Levant									
						Irisées							
Simple d'esprit		Cité engloutie	Terre d'argile ocreuse Pays de Proche Orient				Un sens				Sous-préfecture du Jura		Commune de l'Orne
							Transpirée						
						Laitue, batavia, frisée, scarole							
						Fluide gazeux							
Baryum	Samarium			Génisse de l'ouest de la France						Nous connaissons son pas			
	Ante meridiem			576 mètres en Chine						Dedans			
		Dédaigneux							Pronom personnel				
Sophistiquée									Flleuve écossais				

PÉTROLE

Le Brent à 70,35 dollars

Les cours du pétrole baissent légèrement mercredi, suite aux tensions géopolitiques qui font craindre des perturbations de l'approvisionnement de brut. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, baissait vers midi de 0,30% à 70,35 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, lâchait 0,36% à 66,66 dollars. En plus des tensions géopolitiques, les analystes expliquent cette baisse par "l'importante" accumulation des stocks de brut américains qui contribue à tirer les prix vers le bas. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi soir que les stocks de brut avaient augmenté d'environ 4,59 millions de barils la semaine dernière, bien que ceux d'essence ont baissé d'environ 1,71 million de barils.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 20 mars 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

BRAHIM BOUGHALI, PRÉSIDENT DE L'APN

«Le serment des chouhada demeurera une référence pour les générations»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a affirmé, mardi, que le serment des chouhada demeurera une référence pour les générations à venir en vue de bâtir une Algérie forte de ses principes qui défend sa souveraineté. "Nous célébrons l'anniversaire mémorable du jour de la Victoire, le 19 mars, qui a couronné les sacrifices de notre vaillant peuple pour la liberté et l'indépendance", a écrit M. Boughali sur sa page officielle sur les réseaux sociaux à l'occasion du 63e anniversaire de la Fête de la Victoire. "Le serment des chouhada demeurera une référence pour les générations à venir dans l'édification d'une Algérie forte de ses principes qui défend sa souveraineté. Gloire et éternité à nos valeureux martyrs", a-t-il ajouté.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'Etat continue de mobiliser les énergies pour garantir les intérêts supérieurs du pays

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mardi, que l'Etat continue de mobiliser les énergies pour garantir les intérêts supérieurs du pays et renforcer le front intérieur avec une conscience nationale qui "fait la fierté des Algériennes et des Algériens". Dans un message adressé à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire de la Fête de la Victoire (19 mars), le président de la République a précisé que la célébration de cet anniversaire intervient "au moment où l'Etat continue de mobiliser les énergies pour garantir les intérêts supérieurs du pays et renforcer le front intérieur avec une conscience nationale, qui fait la fierté des Algériennes et des Algériens, et avec une volonté politique tournée vers l'avenir, en

étant attentif à la complexité de la situation dans la région et à ses potentielles répercussions, et soucieux, dans la conjoncture actuelle, d'être en phase avec les évolutions que connaissent les relations internationales, comme l'exige la place, le rôle et le poids géostratégique de l'Algérie et en accord avec les idéaux et principes de la glorieuse Révolution de libération". Le 19 mars est "une date phare qui marque, dans la glorieuse histoire de l'Algérie, le couronnement de longues décennies de lutte et de l'inspirante Révolution de libération déclenchée le 1er novembre 1954", a dit le président de la République, soulignant que "cette Révolution fut, à juste titre, l'une des plus grandes Révolutions anticoloniales et l'une des plus authentiques épopées de

lutte des peuples contre la tyrannie et la domination de l'ère moderne". "Elle restera, à jamais, un exemple témoignant de l'attachement du peuple algérien à la liberté et un symbole de dignité et de fierté pour les peuples", a-t-il ajouté, rappelant les "incommensurables sacrifices consentis par le peuple algérien avec bravoure, foi et patience afin de vivre libre et digne sur ses terres". Les Algériennes et les Algériens, héritiers et garants de cette gloire historique, "construisent aujourd'hui leur pays, avec le même esprit, la même détermination et les mêmes principes et valeurs, sans le moindre marchandage, animés par la volonté de construire et d'asseoir les fondements d'un Etat moderne", a soutenu le président de la République.

63^e ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DE LA VICTOIRE

Goudjil : «Le destin de l'Algérie est de rester altière après avoir remporté toutes ses batailles»

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a affirmé que les Algériens "ont inscrit la victoire dans les annales de l'Histoire, en triomphant face à une colonisation de peuplement obstinée", et que le destin de l'Algérie

était "de rester altière, après avoir remporté toutes ses batailles". "Soixante-trois ans déjà depuis le cessez-le-feu qui a couronné la glorieuse Révolution de libération", a écrit M. Goudjil sur son compte officiel sur les réseaux sociaux à

l'occasion du 63e anniversaire de la Fête de la Victoire. "La Fête de la Victoire revient pour réaffirmer que le novembre est notre voie, que la victoire est notre doctrine et que l'Algérie victorieuse est notre objectif ultime... Nous

avons inscrit la victoire dans les annales de l'Histoire, en triomphant face à une colonisation de peuplement obstinée et des défis majeurs... Le destin de l'Algérie est de rester altière, après avoir remporté toutes ses batailles", a-t-il ajouté.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

La ré-industrialisation du pays devient une exigence et une urgence

La mondialisation économique a produit des effets très importants sur les systèmes productifs dans presque tous les pays du monde, qu'ils soient du Sud ou du Nord, à l'exception peut être de la Chine et de quelques pays émergents comme l'Indonésie, l'Inde, le Vietnam, ou les Philippines. La dynamique de libre-échange impulsée par l'OMC a complètement « désintégré » les économies nationales au profit d'une recomposition dans le cadre de chaînes de valeurs régionales ou mondiales. Les avantages de ce libre-échange à court terme sont nombreux et profitables pour beaucoup de pays ; pour d'autres, le libre-échange a été un facteur de désindustrialisation rampante ; c'est le cas notamment des pays pétroliers qui disposent de ressources financières suffisantes leur permettant d'importer tous les biens et services dont ils ont besoin au détriment de la production domestique. Ce phénomène est qualifié dans la littérature économique de « syndrome hollandais ». Il est vrai que les producteurs comme les consommateurs disposeront d'un large éventail d'offres/demandes pour produire, consommer et vendre. La concurrence est mondiale. Beaucoup de pays ont été séduits par cette aubaine et ont, face à l'offre internationale souvent alléchante, abandonné la production locale ou la délocalisé sous d'autres cieux plus attractifs. Il devient donc indispensable d'intégrer une chaîne de valeur régionale ou mondiale pour tirer profit de ses avantages grâce à des relations clients/fournisseurs stables dans le temps. Ainsi, les économies non insérées dans ce schéma de chaîne de valeur trouveront toutes les difficultés à place leurs produits dans un marché extérieur ; à moins que l'économie en question soit suffisamment puissante et compétitive pour s'imposer comme alternative à la production issue d'une chaîne de valeur. Ce sont des pays comme le Japon ou l'Allemagne dans les années 80 et 90 qui nous donnent ces exemples d'une industrialisation sophistiquée grâce à des économies d'échelle au niveau local, une innova-

tion permanente et une organisation industrielle nationale puissante (ex. MITI japonais). Aujourd'hui, de grandes économies cherchent à se réindustrialiser à nouveau. Toutes les démarches de Trump en matière de protectionnisme visent la réindustrialisation de l'économie américaine en attirant les investisseurs étrangers en leur assurant une protection tarifaire et non tarifaire. Il reste donc à faire un choix entre une organisation industrielle locale intégrée (densité des relations inter-firmes) et une insertion dans une chaîne de valeur plus large au niveau régionale : entre deux ou plusieurs pays voisins, ou mondiale : plusieurs pays éclatés sur des espaces très larges. Dans notre contexte ces trois dimensions constituent les fondements d'une politique d'industrialisation du pays. Au niveau national, il faut renforcer les relations inter-firmes pour aboutir à des chaînes de valeur nationales capables de fournir un produit algérien fortement intégré ; nous avons surtout des firmes parallèles en silos et moins de firmes successives, les unes fournissant les autres. Au niveau région, il faut construire des partenariats entre les firmes de pays voisins en faisant jouer la proximité, la complémentarité et les économies d'échelle. Au niveau mondial, ce sont généralement les firmes les plus compétitives d'un pays ou d'une région ou les leaders des chaînes de valeur locales ou régionales qui peuvent être éligibles à une insertion dans un système productif de grande envergure. Dans ce contexte, une Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) offre une opportunité sérieuse pour la constitution de chaînes de valeur régionales. L'importance de la contribution des pays d'Afrique du Nord à ces chaînes de valeur sera décisive si l'on en juge par le niveau de développement industriel de cette région de l'Afrique. En effet, ces derniers tireraient particulièrement bénéfice du déve-

loppement des échanges de biens industriels intra-africains, dont l'augmentation devrait atteindre entre 25 et 30% à l'horizon 2040, contribuant à l'intégration des tissus productifs du Continent. Afin de mieux bénéficier des opportunités qui s'offrent au niveau africain et global, l'Afrique du Nord doit d'abord surmonter la faiblesse de son intégration économique et commerciale qui constitue un obstacle en elle-même. Plusieurs analyses confirment que l'intégration régionale en Afrique du Nord est des plus faibles au niveau continental et même mondial. Les relations économiques et commerciales entre les sept pays de la sous-région ne répondent pas aux ambitions affichées et ne traduisent pas la proximité géographique, culturelle, linguistique et religieuse de ces pays (Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie). Toute la problématique consiste donc à renforcer les capacités des pays membres à mettre en place les politiques publiques à même de développer des chaînes de valeur régionales qui serviront d'instruments à l'intégration régionale. En Algérie, ce challenge ne peut être concrétisé que par une politique d'industrialisation du pays dans le cadre d'une vision prospective et pragmatique et dans une démarche volontariste et continue. Jusqu'à présent, nous avons élaboré des politiques publiques d'industrialisation axées sur le facteur incitatif et sans cohérence globale et surtout sans vision à long terme. Nous avons élaboré des politiques par défaut ou des politiques tous azimuts. Elles méritent d'être recentrées sur des objectifs clairs et surtout autour d'acteurs sérieux qui ne se retirent pas avec la fin des incitations octroyées. Toutes ces supputations supposent un effort d'investissement colossal aussi bien dans les infrastructures, dans la recherche-développement que dans la production ; c'est l'affaire de l'Etat et des entreprises.